

Martine CADOUX-SKAF et Jean-Pierre DARSAC, 6 route de Chartreuse 38700 LA TRONCHE
Isabelle FLANDIN, 6 route de Chartreuse 38700 LA TRONCHE
Nathalie et Stéphane GRILLET, 6 route de Chartreuse 38700 LA TRONCHE
Anne et Hervé KROTOFF, 23 chemin de Maubec 38700 LA TRONCHE
Josette et José MUNOZ, 6 route de Chartreuse 38700 LA TRONCHE
Elisabeth et Alain PIERSON, 25 chemin de Maubec 38700 LA TRONCHE

Pôle technique de la Commune de LA TRONCHE
1, chemin de la Pallud
38700 LA TRONCHE

A l'attention de :

Madame VIGNON, Commissaire-enquêtrice de l'enquête
publique du **projet de PPRNP de La Tronche**

La Tronche, le 26 avril 2022

Objet : Projet de PPRNP de La Tronche - Enquête publique - Observation

Madame la Commissaire-enquêtrice,

A l'appui de la visite d'Alain PIERSON pour notre compte lors de votre permanence du jeudi 28 avril prochain dans l'enquête publique en objet, nous vous adressons l'observation qui suit.

Les 11 observants que nous sommes sont respectivement propriétaires et habitants des constructions en place sur les terrains suivants :

- CADOUX-SKAF / DARSAC : parcelles AC 141 et 142
- FLANDIN : parcelles AC143 et 144
- GRILLET : parcelle AC 445
- KROTOFF, : parcelle AC 354
- MUNOZ : parcelle AC 444
- PIERSON : parcelle AC 378

1. La situation dans laquelle la présente observation intervient

Les terrains d'assiette de nos 6 domiciles sont voisins, à leur aval et sur leurs 2 côtés, des parcelles AC464 et 465, propriétés respectives des sociétés MR87 et A2C d'un même promoteur immobilier, M. ZANZOURI.

(Extrait cadastral annoté : PJ 1)

Celui-ci a déposé depuis 2006, sur ces parcelles, 36 demandes d'autorisations d'urbanisme : permis de construire, permis d'aménager et déclarations préalables.

A ce jour, seules 2 d'entre elles ont prospéré : un PC pour une maison individuelle et une NODP pour un lotissement d'un seul lot, les deux en partie sommitale du terrain constitué des 2 parcelles.

Les 34 autres ont fait l'objet soit de refus d'autorisation par la commune, soit, lorsque celle-ci a délivré les autorisations sollicitées, d'annulations prononcées par la juridiction administrative.

Les 4 dernières autorisations annulées l'ont été par 4 jugements du TA de Grenoble en date du 8 octobre 2020.

Elles avaient délivré, concurremment, le 6 août 2018 :

- un permis d'aménager pour un lotissement de 3 lots sur l'ensemble foncier constitué des 2 parcelles AC464 et 465,
- un permis de construire valant division pour la réalisation de 3 maisons individuelles sur la même assiette,
- un permis de construire pour une maison individuelle sur la parcelle AC464,
- un permis de construire pour une maison individuelle sur la parcelle AC465.

Au nombre des motifs communs retenus par le tribunal pour prononcer ces 4 annulations, l'erreur manifeste d'appréciation commise par la commune en ne refusant pas, au vu de la situation du terrain d'assiette au regard des risques naturels, les autorisations demandées, sur le fondement de l'article R 111-2 du Code de l'urbanisme.

(Jugement du TA de Grenoble du 08.10.2020 n°1806195-1, parmi les 4 identiques sur ce motif : PJ 2)

Le tribunal sanctionne cette erreur en observant (cf. les 11. et 12. du jugement ci-dessus) :

- que le promoteur avait produit un rapport d'un de ses bureaux d'études (KAENA) s'efforçant de démontrer que le rangement de ses parcelles sous aléas fort G3a de risque de glissement de terrain, appelé à être traduit au zonage réglementaire du PPRNP en RG inconstructible, n'était pas fondé.
- que les services de l'Etat (*étonnamment saisis par la commune à l'appui du promoteur alors qu'elle lui avait refusé les permis demandés et déclarations déposées*) y ont réagi par une note de synthèse du 5 avril 2018 au terme de laquelle le terrain serait reclassé en aléa G2C mais conservé en secteur non urbanisé en raison d'une superficie supérieure à 2000 m² (le critère alors retenu pour distinguer entre secteurs urbanisés et non urbanisé),

(Courrier DDT 38 du 16.04.2018 et sa note du 5.04 précédant : PJ 3)

- qu'en retirant tous ces refus d'autorisations pour les délivrer, la commune avait ignoré la conclusion **de la note de l'Etat selon laquelle la situation en aléa G2c d'un terrain en secteur non urbanisé le maintiendra en zone inconstructible** au règlement du PPRNP.

La commune avait en vain tenté de se prémunir de ce grief en motivant ces retraits de refus et octrois d'autorisations s'agissant du risque de glissement de terrain, par les curieux considérants suivants :

« Considérant que, au vu de ses caractéristiques et après analyse le Service Sécurité et Risques a considéré le terrain comme non urbanisé,

Considérant qu'en zone non urbanisée, les aléas G3 et G2 sont traduits en zone RG inconstructibles,

Considérant toutefois :

- *que la parcelle est située en contiguïté de zone bâtie,*
- *que le classement en zone urbanisée constitue une disposition susceptible d'évolution et actuellement non opposable,*
- *que l'aléa moyen retenu après expertise de la zone autorise sous conditions la construction,*
- *que de ce fait, le permis de construire peut être accepté assorti des prescriptions spéciales prévues par le règlement-type du projet de PPRN conformément aux dispositions de l'article R111_2 du code de l'urbanisme. »*

(Retrait du refus et octroi du PCVD du 06.08.2018, p.3/8, pour exemple parmi les 4 : PJ 4)

Elle annonçait, en fait, ce qu'elle voulait obtenir et a obtenu depuis, à savoir : le maintien du terrain sous aléa moyen G2 avec son rangement désormais en secteur urbanisé ...et en conséquence son placement sous zonage réglementaire BG2 le rendant constructible sous prescriptions.

2. La situation des parcelles AC464 et 465 et de leurs abords au projet de PPRNP à l'enquête

21. Aléas

A la carte de synthèse des aléas, les parcelles AC464 et 465 sont placées en aléa moyen G2 de glissement de terrain, avec les parcelles AC, 142, 141, 378, 444 pour partie, 445.

La parcelle AC 354 qui les jouxte au NE est placée pour sa part en aléa très fort : G4, fort : G3 et moyen G2.

22. Phénomènes historiques

A la carte de localisation des phénomènes historiques, aucune occurrence ne figure sur le secteur.

Y manquent donc l'affaissement et les fissures apparus sur le chemin de Maubec au-dessus de la parcelle AC354 (à 25 m des parcelles AC464 et 465) dont ont été informé en décembre 2019 et qu'ont discuté en septembre 2020, avril et septembre 2021 la commune de La Tronche et les services de Grenoble Alpes Métropole.

(Courrier H. KROTOFF du 21.12.2019 : PJ 5)

(Courriers de G.A.M. des 17.09.2020, 29.04.2021 et 01.09.2021 : PJ 6,7 et 8)

23. Enjeux

A la carte des enjeux les parcelles AC464 et 465 sont rangées avec la partie non bâtie de la parcelle AC354 en zone naturelle (couleur verte).

Les parcelles qui les entourent, toutes bâties, semblent être en zone à urbaniser (couleur violette) mais au vu de leur occupation plus vraisemblablement en habitat individuel (couleur rose).

Avec les parcelles AC464 et 465 zonées naturelles mais sans la parcelle AC354 bâtie, elles sont incluses dans la « *zone de référence pour le PPRn* », sans qu'ait été trouvée la définition de cette zone dans l'ensemble des documents.

S'agirait-il du périmètre de la zone tenu par le PPRNP pour « urbanisée » ?

Les différents groupes de parcelles zonés en habitat individuel sont par ailleurs artificiellement rattachés entre eux par des liens sans aucune matérialité sur site, traversant le torrent des Combettes et ses berges totalement naturelles.

Enfin, certaines parcelles aujourd'hui bâties n'y sont pas portées comme telles, tenues pour naturelles (en vert) ou occupées par de l'habitat individuel (en rose) selon les cas.

24. Zonage réglementaire et règlement

Au zonage réglementaire, le tènement naturel de 2200 m² que constituent les parcelles AC464 et 465 du promoteur est intégralement placé avec les propriétés bâties qui l'entourent sous zonage BG2, constructible sous prescriptions.

La parcelle AC354 qui les jouxte fait exception : sa partie bâtie rangée sous zonage RG3 et ses parties haute et basse non bâties sous zonage RG4 et RG2, les 3 inconstructibles.

3. Les incohérences et erreurs manifestes d'appréciation dont le zonage réglementaire est grevé avec les autres documents ci-avant, au vu des évolutions dont ils sont le produit et des documents qui ont été communiqués à leurs auteurs dès 2018 pour leur établissement.

31. Lors de la première réunion publique de concertation tenue le 27 septembre 2018, le SSR de la DDT 38 (Mme DESBONNETS et M. BOUFFIER) et Alp'Georisques (M. ROSSETTI) ont présenté une carte de synthèse des aléas significativement modifiée depuis la précédente du 8 juillet 2017 sur le secteur du Gorget Nord, s'agissant des parcelles AC464 et 465 et de leurs abords.

(Carte des aléas du 8 juillet 2017 : PJ 9)

A l'aléa fort de glissement de terrain G3a qui figurait à la carte de 2017, était substitué un aléa moyen G2 sur l'ensemble, hors la parcelle AC354.

Hervé KROTOFF et Alain PIERSON, qui y assistaient, se sont étonnés de cette évolution de la carte de juillet 2017 que corroboraient les études et relevés de sols effectués pour l'édification :

- de la construction en place sur la parcelle AC378, riveraine des parcelles AC464 et 465,
- de la construction en cours sur sa voisine AC377.

Aussi, Alain PIERSON a-t-il sur l'instant proposé de leur communiquer ces études et relevés. Il y a procédé le 12 octobre 2018.

(mail PIERSON du 12.10.2018 à MM. DESBONNETS, BOUFFIER et ROSSETTI : PJ 10)

Au cours de la discussion courant 2019-2020 devant le Tribunal administratif de Grenoble dans les 4 dossiers évoqués au 1. ci-dessus, Hervé KROTOFF et Alain PIERSON ont découvert à postériori de quoi cette évolution était le produit (cf. 1. ci-avant).

Depuis, alors que selon ses critères le service SSR de la DDT 38 avait rangé le 5 avril 2018 en secteur non urbanisé les parcelles AC464 et 465, ce rangement a parallèlement évolué sous la pression communale :

- comme celle-ci révélait dans ses 4 autorisations du 6 août 2018 y travailler, *(PJ 4, Ibid)*
- comme rendue possible par le mode selon lequel il a été à la suite procédé à la détermination de la zone urbanisée entre commune de La Tronche et SSR de la DDT38

Ce changement ne s'explique pas. La situation sur site et la méthodologie de délimitation de la zone urbanisée ainsi que les critères pour inclure les terrains non bâtis en zone urbanisés n'ayant aucunement changé :

- Continuité du bâti : groupe bâti d'au moins 5 constructions à distance d'au plus 50 m les uns des autres,
- Intégration de dents creuses (moins de 2000 m²)
- Intégration de certaines opérations déjà autorisées ou suffisamment avancées.

(Annexe 3-2 Méthodologie de délimitation de la zone urbanisée : PJ 11)

(La zone urbanisée : PJ 11, Ibid)

(Note SSR-DDT38 du 5.04.2018, p.3 / 4 : PJ 3, Ibid)

32. Les études et relevés communiqués par Alain PIERSON le 12 octobre 2018 *(PJ 10, Ibid)* et les affaissement et fissures apparus fin 2019 sur le chemin de Maubec à l'amont de la parcelle AC354 et 20 m des parcelles AC464 et 465 *(PJ 5, 6, 7 et 8, Ibid)* confirment à moins de 5 m près la ligne de rupture dans la pente du substrat rocheux séparant l'aléa fort G3a de l'aléa moyen G2C portés à la carte des aléas de juillet 2017 et, ce faisant, le bien fondé de celle-ci et l'erreur manifeste de celle qui lui a été substituée depuis.

Le substrat rocheux sur lequel asseoir avec un minimum de sureté au regard du risque de glissement de terrain une construction sur les parcelles AC464 et 465 n'est, en effet, accessible qu'en leur partie sommitale, sur les 5 à 10 premiers mètres à l'aval du chemin de Maubec.

C'est notamment pourquoi aucun des observants que nous sommes n'a contesté les PC et NODP autorisant les 2 projets du promoteur se limitant à la réalisation d'une maison individuelle à cet endroit de son tènement.

33. Par ailleurs, hors l'erreur manifeste d'appréciation dont il est entaché, le placement de la totalité des 2 parcelles sous aléa moyen G2 à la nouvelle carte des aléas substituée à celle de juillet 2017 ne poserait pas nécessairement problème si la commune, seulement préoccupée de ses contentieux en cours avec le promoteur, n'avait pas parallèlement obtenu du SSR la modification du périmètre « urbanisé » sur le secteur pour y rendre constructible les 2 parcelles.

Or, cette modification se heurte à la situation matérielle en présence :

- les parcelles AC464 et 465 sont, en effet, au centre d'un secteur non bâti dont les constructions qui l'entourent sont toutes à plus de 50 m les unes des autres, *(extrait cadastral annoté : PJ 12)*
- aucune construction n'existe sur leur assiette,
- aucune construction n'y est en cours d'édification,
- les 2 parcelles ne constituent pas une dent creuse susceptible d'inclusion dans la zone urbanisée pour d'une part excéder le seuil de 2000 m², pour d'autre part appartenir à l'ensemble du continuum naturalo-forestier dans lequel se tiennent les 3 groupes d'habitat du Gorget Nord, des Combettes et de Maubec.

(vue aérienne annotée : PJ13)

Aussi, l'inclusion des parcelles AC464 et 465 dans la zone urbanisée du Gorget Nord a-t-elle été décidée dans l'irrespect non seulement de l'ancien mais aussi des nouveaux critères de circonscription de la zone urbanisée.

34. On observera enfin au plan méthodologique que ne s'explique pas l'organisation voulant qu'à même intensité G2 d'exposition au risque, il soit souhaitable en zone urbanisée, les constructions nouvelles y étant autorisées, d'y exposer de nouveaux habitants, là où cela ne l'est, tout à fait légitimement, pas en zone non urbanisée.

35. Il ressort de tous ces éléments que, grevé à plusieurs titres d'erreur manifeste d'appréciation, l'ensemble du dispositif retenu au projet de PPRNP sur les parcelles AC464 et 465 et leurs abords est le produit d'une évolution intervenue au cours des études ne lui permettant plus d'assurer la bonne gestion du risque de glissement de terrain en présence.

Aussi, concluons-nous la présente observation, Madame la commissaire-enquêtrice, en vous demandant de bien vouloir la relayer dans votre rapport et vos conclusions d'enquête en conditionnant votre éventuel avis favorable à la modification de la configuration de protection prévu au projet de PPRNP sur les parcelles AC 464 et 465 de sorte que la construction n'y soit pas possible sur ses parties les plus instables : médiane et basse.

Vous en remerciant par avance,

Croyez, Madame la Commissaire-enquêtrice, en l'assurance de toute notre considération.

Martine CADOUX-SKAF

Jean-Pierre DARSAC

Isabelle FLANDIN

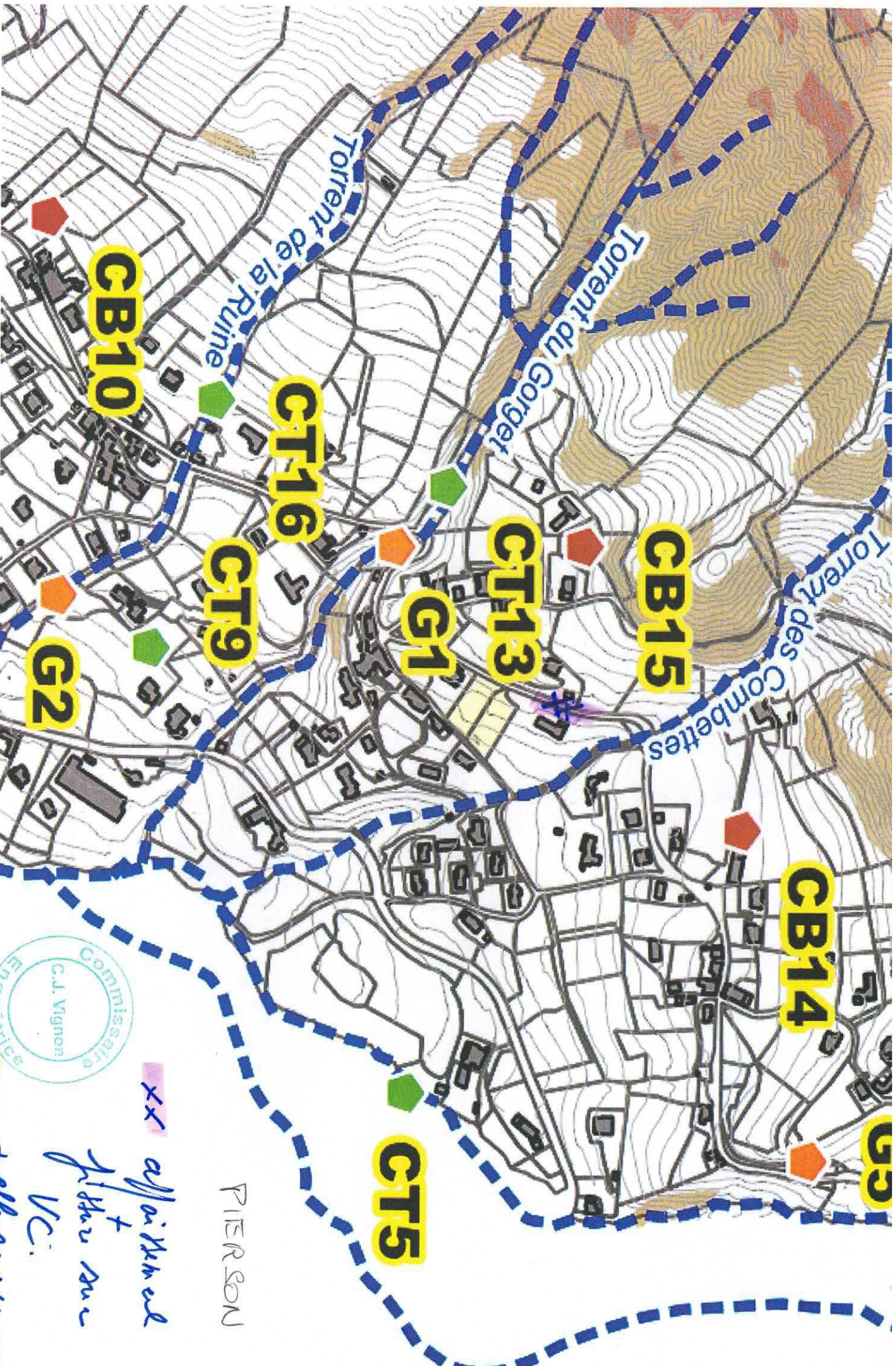
Nathalie et Stéphane GRILLET

Anne et Hervé KROTOFF

Josette et José MUNOZ

Elisabeth et Alain PIERSON

PJ 13 citées dans l'observation



XX approuvé
fiche au
VC.

P 464 464 464

PIERSON

Département :
ISERE

Commune :
LA TRONCHE

Section : AC
Feuille : 000 AC 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 25/04/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

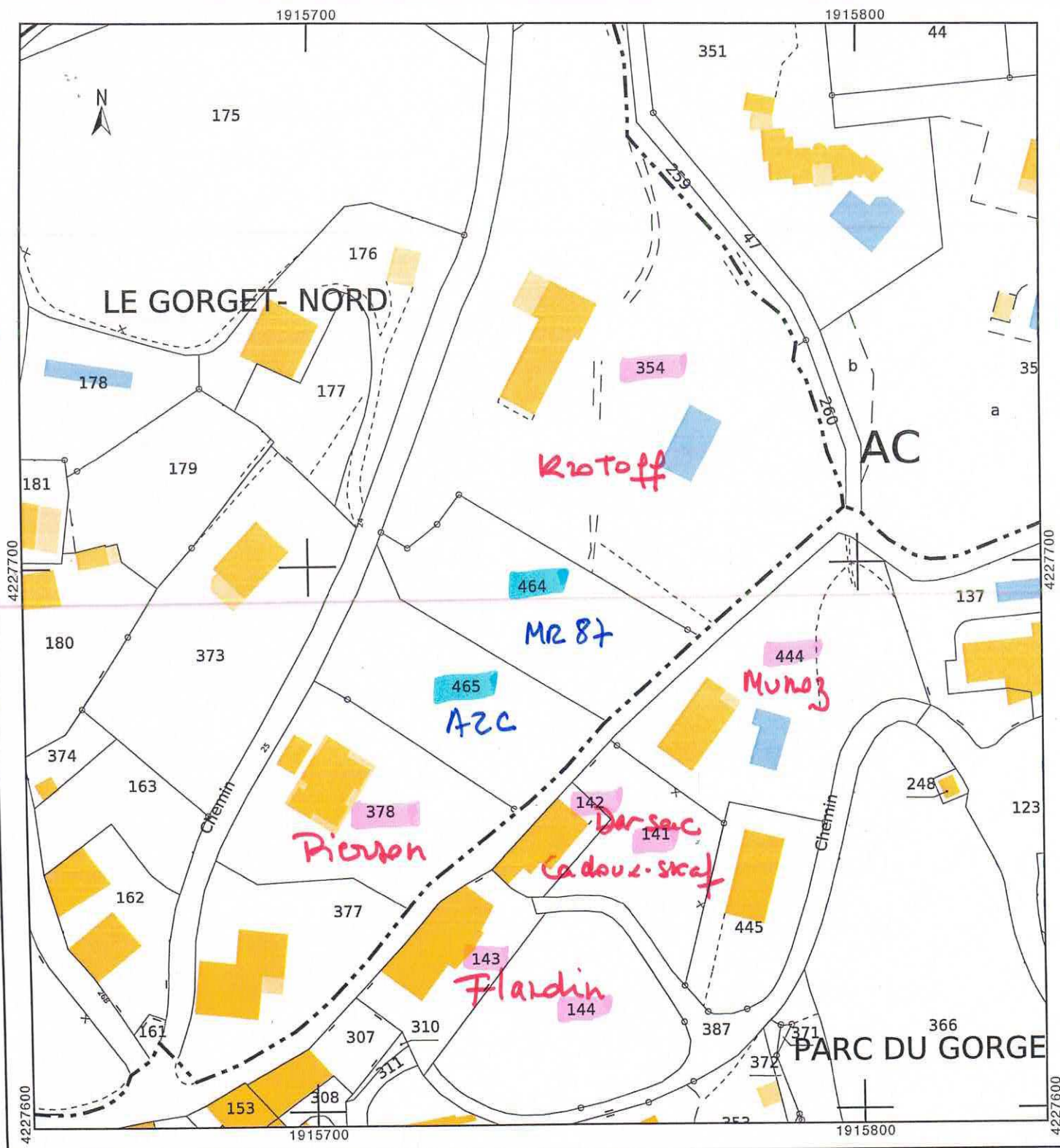
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Grenoble Sud Isère
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Centre des Finances
Publiques 38047
38047 GRENOBLE CEDEX 2
tél. 04 76 39 38 76 - fax
ptgc.sud-isere@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

PJ1



TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE

PT 2

N° 1806195

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Alain PIERSON
et M. Hervé KROTOFF

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Emilie Beytout
Rapporteure

Le tribunal administratif de Grenoble

M. Stéphane Morel
Rapporteur public

1^{ère} chambre

Audience du 17 septembre 2020
Lecture du 8 octobre 2020

68-03
C

→ p. 4 + 5

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires, enregistrés les 28 septembre 2018, 27 février 2020 et 2 septembre 2020, M. Alain Pierson et M. Hervé Krotoff, demandent au tribunal d'annuler l'arrêté du 6 août 2018 par lequel le maire de la commune de la Tronche a, d'une part, retiré l'arrêté de refus de permis de construire du 18 octobre 2016 et, d'autre part, délivré à la société A2C un permis de construire pour l'édification de trois maisons individuelles sur les parcelles cadastrées AC n° 464 et n° 465.

Ils soutiennent que :

- l'arrêté a été signé par une autorité incompétente ;
- le retrait méconnaît l'article L. 243-3 du code des relations entre le public et l'administration ;
- il méconnaît l'article 42 du règlement sanitaire départemental de l'Isère ;
- il est entaché d'erreur manifeste d'appréciation au regard de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme s'agissant du risque de glissement de terrain ;
- il est entaché d'une erreur de fait et méconnaît les règles relatives au lotissement autorisé le 18 mai 2009, résultant des articles L. 442-9 et L. 442-10 du code de l'urbanisme ;
- il est de nature à compromettre l'exécution du futur PLUi de Grenoble Alpes Métropole qui classe les parcelles en zone UD 4 où l'emprise au sol est limitée à 5 %.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 28 mars 2019, 4 août 2020 et 4 septembre 2020, la commune de la Tronche, représentée par Me Poncin, conclut au rejet de la requête et

demande au tribunal de mettre à la charge des requérants une somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que les moyens soulevés par les requérants ne sont pas fondés.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 8 mars 2019 et 4 août 2020, la société A2C, représentée par Me Petit, conclut au rejet de la requête et demande au tribunal de mettre à la charge des requérants une somme de 4 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- l'intérêt à agir des requérants n'est pas démontré ;
- les moyens soulevés ne sont pas fondés.

Un mémoire présenté par M. Pierson et M. Krotoff a été enregistré le 11 septembre 2020 mais non communiqué.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'urbanisme ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Beytout,
- les conclusions de M. Morel,
- et les observations de M. Pierson, de Me Poncin, avocat de la commune de la Tronche, et de Me Buffet, avocate de la société A2C.

Une note en délibéré, présentée pour la société A2C, a été enregistrée le 22 septembre 2020 mais non communiquée.

Considérant ce qui suit :

1. Le 25 juillet 2016, la société A2C a sollicité un permis de construire pour l'édification de trois maisons individuelles sur les parcelles cadastrées section AC n° 464 et 465 situées chemin de Maubec. Par un arrêté du 18 octobre 2016, le maire de la commune de la Tronche a rejeté sa demande. Toutefois par un arrêté du 6 août 2018, il a, d'une part, retiré l'arrêté du 18 octobre 2016 et, d'autre part, délivré à la société A2C le permis de construire sollicité.

Sur la fin de non-recevoir opposée en défense :

2. Aux termes de l'article L. 600-1-2 du code de l'urbanisme : « Une personne autre que l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements ou une association n'est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre un permis de construire, de démolir ou

d'aménager que si la construction, l'aménagement ou les travaux sont de nature à affecter directement les conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance du bien qu'elle détient ou occupe régulièrement ou pour lequel elle bénéficie d'une promesse de vente, de bail, ou d'un contrat préliminaire mentionné à l'article L. 261-15 du code de la construction et de l'habitation ».

3. Il résulte de ces dispositions qu'il appartient, en particulier, à tout requérant qui saisit le juge administratif d'un recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation d'un permis de construire, de démolir ou d'aménager, de préciser l'atteinte qu'il invoque pour justifier d'un intérêt lui donnant qualité pour agir, en faisant état de tous éléments suffisamment précis et étayés de nature à établir que cette atteinte est susceptible d'affecter directement les conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance de son bien. Il appartient au défendeur, s'il entend contester l'intérêt à agir du requérant, d'apporter tous éléments de nature à établir que les atteintes alléguées sont dépourvues de réalité. Le juge de l'excès de pouvoir apprécie la recevabilité de la requête au vu des éléments ainsi versés au dossier par les parties, en écartant le cas échéant les allégations qu'il jugerait insuffisamment étayées mais sans pour autant exiger de l'auteur du recours qu'il apporte la preuve du caractère certain des atteintes qu'il invoque au soutien de la recevabilité de celui-ci. Eu égard à sa situation particulière, le voisin immédiat justifie, en principe, d'un intérêt à agir lorsqu'il fait état devant le juge, qui statue au vu de l'ensemble des pièces du dossier, d'éléments relatifs à la nature, à l'importance ou à la localisation du projet de construction.

4. Il ressort des pièces du dossier que les requérants sont voisins immédiats du projet. Compte tenu de la nature, de l'importance et de la localisation du projet, la fin de non-recevoir tirée de leur défaut d'intérêt à agir, soulevée par la société A2C, ne peut qu'être écartée.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Signature 5. En premier lieu, aux termes de l'article L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales : *« En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau »*. Il résulte de ces dispositions législatives, qui n'ont pas pour vocation de suppléer les délégations que le maire peut consentir à ses adjoints en vertu de l'article L. 2122-18 du même code, qu'elles ne donnent compétence au suppléant que pour les actes dont l'accomplissement, au moment où il s'impose, serait empêché par l'absence du maire et ne permettrait donc pas un fonctionnement normal de l'administration municipale.

well 6. En l'espèce, l'arrêté en litige a été signé par Mme Pascale Galliard, première adjointe, « pour le maire empêché ». Toutefois, à supposer même que le maire, en congés, ait été empêché le jour où l'arrêté a été pris, il ne ressort pas des pièces du dossier, compte tenu du délai dont disposait le service instructeur pour statuer sur la demande dont il était saisi, que cette décision ne pouvait pas attendre le retour du maire. Ainsi Mme Galliard, qui ne disposait pas, par ailleurs, pour délivrer le permis de construire, d'une délégation du maire régulièrement publiée, ne pouvait légalement faire usage à cette occasion des pouvoirs provisoires qu'elle tenait des dispositions précitées de l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales.

Retrait 7. En deuxième lieu, aux termes de l'article L. 243-3 du code des relations entre le public et l'administration : *« L'administration ne peut retirer un acte réglementaire ou un acte non réglementaire non créateur de droits que s'il est illégal et si le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant son édicition »*.

8. L'arrêté du 18 octobre 2016 retiré par l'arrêté en litige, qui refuse la délivrance d'un permis de construire, constitue un acte non créateur de droit. Il est constant que le retrait opéré le 6 août 2018, est intervenu au-delà du délai de quatre mois imparti par les dispositions précitées de l'article L. 243-3 du code des relations entre le public et l'administration. En outre, comme jugé par un jugement du même jour sous le n° 1701023, cet arrêté n'était pas illégal. Par suite, le maire de la commune de la Tronche ne pouvait légalement retirer cet arrêté.

Lotissement
2009

9. En troisième lieu, l'article 442-1 du code de l'urbanisme dispose : « *Constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière ou de plusieurs unités foncières contiguës ayant pour objet de créer un ou plusieurs lots destinés à être bâtis* ». Aux termes de l'article L. 442-9 du même code : « *Les règles d'urbanisme contenues dans les documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé, deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu. (...)* ». Et aux termes de l'article L. 442-10 du même code : « *Lorsque la moitié des propriétaires détenant ensemble les deux tiers au moins de la superficie d'un lotissement ou les deux tiers des propriétaires détenant au moins la moitié de cette superficie le demandent ou l'acceptent, l'autorité compétente peut prononcer la modification de tout ou partie des documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé. Cette modification doit être compatible avec la réglementation d'urbanisme applicable (...)* ».

10. Il ressort des pièces du dossier que par un arrêté du 18 mai 2009, la commune de la Tronche a autorisé M. Zanzouri, gérant des sociétés A2C et MR 87 à diviser sa propriété en un lotissement comportant un lot constructible et un surplus inconstructible (parcelles cadastrées section AC n°s 464 et 465). Le permis de construire valant division délivré par l'arrêté contesté, qui porte sur la construction de trois maisons individuelles, ne respecte pas cette autorisation applicable pendant dix ans et ne saurait valoir modification régulière de cette autorisation, laquelle doit intervenir selon la procédure prévue à l'article L. 442-10 du code de l'urbanisme.

Risques naturels

11. En quatrième lieu, aux termes de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* »

12. Il ressort des pièces du dossier qu'à la date de l'arrêté attaqué, l'élaboration d'un nouveau plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) était en cours et qu'après réalisation d'une nouvelle étude de l'aléa de glissement de terrain par le bureau Alp'géorisques portée à la connaissance de la commune le 8 juin 2017, le risque sur la parcelle d'assiette du projet était jugé fort. Dans un courrier du 16 février 2018 faisant suite à une demande d'avis de la commune, au vu d'une étude à la parcelle réalisée par le bureau Kaena à la demande du pétitionnaire concluant à un aléa faible, la directrice départementale des territoires envisage de revoir l'aléa à la baisse en considérant qu'il ne s'agit que d'un aléa moyen. Elle précise toutefois que compte tenu des critères pour apprécier le caractère urbanisé de la zone, la parcelle sera classée en zone inconstructible dans le futur PPRNP. Dans ces conditions, et compte tenu de l'état d'avancement de l'élaboration du PPRNP à la date de l'arrêté attaqué, M. Pierson et M. Krotoff sont fondés à soutenir qu'en délivrant le permis sollicité, le maire de la commune de

la Tronche a commis une erreur manifeste d'appréciation dans l'application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

Saint-James

13. En cinquième lieu, aux termes de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme : « (...) L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable ».

14. D'une part, l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la métropole de Grenoble a été prescrite par une délibération du 6 novembre 2015 et le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable a eu lieu à la fin de l'année 2016. Si le projet de PLUi n'a été arrêté que par une délibération du conseil métropolitain du 29 septembre 2018, il ressort des pièces du dossier qu'un projet de règlement, comportant des cartes détaillées du zonage à venir, avait été présenté aux communes de la métropole et au public dès le printemps de l'année 2018. Par suite, l'état d'avancement des travaux d'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme permettait, à la date de la décision attaquée le 6 août 2018, de préciser la portée exacte des modifications projetées.

15. D'autre part, le terrain d'assiette du projet se situe en zone UD 4 dans le PLUi, qui correspond à « un secteur pavillonnaire n'ayant pas vocation à évoluer » et l'article UD 4.4 du règlement de cette zone prévoit à cet effet une emprise au sol de 5 %, soit pour le terrain d'assiette du projet, d'une superficie de 1 056 m², une emprise au sol de 52,80 m². Or le projet autorisé, qui comporte une emprise au sol de 179 m², est de nature à compromettre l'exécution de ce plan dans la zone concernée. Les requérants sont par suite fondés à soutenir que le maire de la commune de la Tronche a commis une erreur manifeste d'appréciation en n'opposant pas un sursis à statuer sur le fondement des dispositions précitées.

RSA

16. Pour l'application de l'article L. 600-4-1 du code de l'urbanisme, aucun des autres moyens invoqués n'est susceptible de fonder l'annulation de la décision attaquée.

17. Il résulte de ce qui précède que M. Pierson et M. Krotoff sont fondés à demander l'annulation de l'arrêté attaqué, à la fois en tant qu'il procède au retrait d'un précédent refus et en tant qu'il accorde un permis de construire.

Sur les frais de l'instance :

18. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de M. Pierson et de M. Krotoff, qui ne sont pas les parties perdantes dans la présente instance, les sommes que demandent la commune de la Tronche et la société A2C au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : L'arrêté du maire de la commune de la Tronche du 6 août 2018 est annulé.

Article 2 : Les conclusions de la commune de la Tronche et de la société A2C tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Alain Pierson, à M. Hervé Krotoff, à la société A2C et à la commune de la Tronche.

Délibéré après l'audience du 17 septembre 2020, à laquelle siégeaient :

Mme Paquet, présidente,
Mme Beytout, première conseillère,
Mme Le Mestric, première conseillère.

Lu en audience publique le 8 octobre 2020.

La rapporteure,

La présidente,

E. BEYTOUT

D. PAQUET

Le greffier,

G. MORAND

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

« Pour Expédition Conforme »
Le Greffier V. JOLY





PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires de l'Isère
Service Sécurité et Risques

PJ 3

MAIRIE DE LA TRONCHE	
ARRIVÉE LE	
18 AVR. 2018	
N14185	ORIGINAL POUR SUITE À DONNER
COPIES	Pour info <i>BC</i> Pour avis <i>wiba</i>

JCS

PIECE N° TA 10

La Directrice Départementale des Territoires
à
M. le maire de La Tronche
Grenoble, le

16 AVR. 2018

Objet : Analyse de dossiers particuliers dans le cadre du projet de PPRN de La Tronche

Pièces jointes :

- analyse du SSR sur le dossier VERDAN
- analyse du SSR sur le dossier VAUSSENAT
- analyse du SSR sur le dossier ZANZOURI
- analyse du SSR sur le dossier GALLIARD

f Lot ci-après p 2, 3, 4

Monsieur le maire,

À la suite de différentes demandes de votre part sur des dossiers particuliers, le service sécurité et risques de la DDT de l'Isère a sollicité le Bureau d'Etudes Alp'Géorisques et le service RTM pour mener une analyse approfondie dans le cadre de l'élaboration du PPRN de votre commune.

D'une manière générale, l'aléa a été ré-examiné par le bureau d'études Alp Géorisques, et confirmé par le service RTM en réunion avec la DDT le 19 mars 2018.

Suite aux échanges que M. Duret a eu avec Mme Desbonnets par téléphone, vous trouverez en annexe à ce courrier l'analyse sur les quatre dossiers VERDAN, VAUSSENAT, GALLIARD et ZANZOURI.

Sur les secteurs concernés, le zonage brut du PPRN reposera donc sur cette analyse. Nous ne pouvons que vous conseiller de vous appuyer sur le raisonnement proposé dans le cadre de vos instructions d'urbanisme, par application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme. S'il existe à ce stade de la démarche PPRN une marge d'appréciation dans l'application du R111-2, celle-ci deviendra nulle après approbation du PPRN, qui vaudra servitude d'utilité publique.

Différents éléments d'analyse ont conduit à reconsidérer certaines cartes des aléas. Nous vous transmettrons par ailleurs les dernières versions prochainement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le maire, l'expression de ma considération très distinguée.

La directrice départementale des territoires

Marie-Claire
Marie-Claire BOZONNET

M. SPINDLER, Maire de La Tronche
Ville de La Tronche
74, Grande Rue
38700 LA TRONCHE

Dossier ZANZOURI

Note de synthèse

05/04/2018

PIECE N° TA 11

I. Contexte

Un projet de cartes des aléas sur la commune de La Tronche, élaboré par le bureau d'études Alp'Géorisques (AGR), a été présenté à la commune en septembre 2017 dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

En attendant l'approbation du PPRN, la commune doit prendre en compte la nouvelle connaissance des risques dans les demandes d'urbanisme qu'elle instruit, par application de l'article R. 111-2 du Code de l'urbanisme.

Les parcelles AC 463 et AC 465, propriété de M. ZANZOURI, ont fait l'objet de plusieurs demandes de permis de construire depuis 2012, sans que ces derniers aboutissent.

Les aléas impactant ces parcelles ont également évolué au fur et à mesure de l'avancement de l'élaboration du PPRN.

Numéro PC / PA	Pétitionnaire	Projet	Avis SPR / SSR	Avis RTM / AGR	Aléa	Zonage réglementaire	Avis
PC 12 10012	SAS A2C	maison individuelle	XX	RTM 19/10/2012	G2 → G1 V1 et F1 gén	BG → Bg1 et Bf et Bv gén	Avis déf. à cause du Bv
PC 12 10015	SAS A2C	maison individuelle	05/02/13	RTM 19/10/2012	G2 → G1 V1 et F1 gén	BG → Bg1 et Bf et Bv gén	Avis favorable
PC 13 10005	SAS A2C	maison individuelle	15/05/13	RTM 19/10/2012	G2 → G1 V1 et F1 gén	BG → Bg1 et Bf et Bv gén	Avis favorable
PC 14 10013	SAS A2C	collectif	30/09/14	RTM 19/10/2012 17/12/2013 19/08/2014	G2 → G1 V1 et F1 gén	BG → Bg1 et Bf et Bv gén avec recommandation étude géotechnique	Avis favorable avec recommandation étude géotechnique
PC 15 10005	SAS A2C	collectif	13/05/15	AGR 28/04/2015	G1 V0	Bg1 Bv1 en recommandation	Avis favorable
PC 15 10013	SAS A2C	maison individuelle	26/08/15	AGR du 28/04/2015	G1 V0	Bg1 Bv1 en recommandation	Avis favorable
PC 16 10018	SAS A2C	maisons	11/10/16	AGR du 21/09/2016	G2 V0	RG Bv1 en recommandation	Avis défavorable
PA 16 10002	SARL MR87	lotissement	08/12/16	AGR du 21/09/2016	G2	Bg2 +	/
PC 17 10008	SAS A2C	maison individuelle	22/05/17	AGR du 19/05/2017	G2c	Bg2 +	/

M. ZANZOURI, propriétaire des parcelles AC 463 et 465, remet en cause le niveau d'aléa de glissement de terrain impactant son tènement en se basant sur une étude géotechnique.

Cette note a pour objectif d'analyser techniquement cette zone, selon l'approche PPRN.

II. Éléments d'analyse

La demande porte sur l'aléa **glissement de terrain**. Seule cette question est étudiée dans la présente note.

II.1. Analyse au regard de la carte d'aléas de juin 2017



Fig. 1 – Extrait de l'aléa de glissement de terrain G du 8 juin 2017

Jaune clair : aléa faible G1
jaune foncé : aléa moyen G2
Orange clair : aléa fort G3
Orange foncé : aléa fort G4

Le tènement est majoritairement impacté par un aléa de glissement de terrain de niveau fort G3a.

II.2. Demande du pétitionnaire

Le pétitionnaire demande de requalifier le niveau d'aléa en prenant en compte l'étude géotechnique Kaena 09.0106.F réalisée à sa demande en mars 2017.

II.3. Nouvelle analyse de l'aléa

Après analyse de la demande et ré-expertise du secteur, le bureau d'études AGR a requalifié la zone de la manière illustrée ci-dessous.

Le service RTM a confirmé l'analyse d'AGR en réunion avec la DDT le 29 mars 2018.

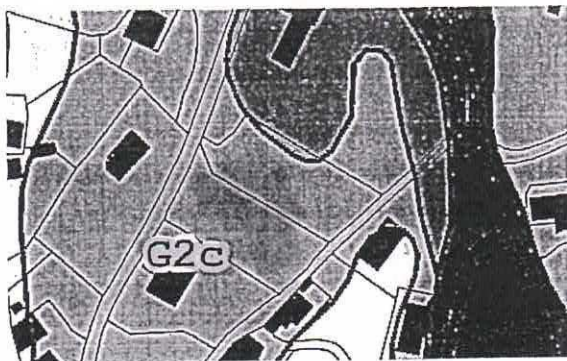


Fig. 2 – Extrait de l'aléa de glissement de terrain G du 17 janvier 2018

Jaune clair : aléa faible G1
jaune foncé : aléa moyen G2
Orange clair : aléa fort G3
Orange foncé : aléa fort G4

Cette nouvelle qualification prend en compte les éléments jugés utiles de l'étude Kaena.

La probabilité d'occurrence, précédemment estimée comme moyenne **go2**, a ainsi été revue à un niveau faible **go1**. L'intensité reste estimée à un niveau modéré **gi2** qui traduit la possibilité de dommages structurels sur un bâti non adapté et l'absence de dommage pour un bâti adapté.

Le tènement est ainsi majoritairement impacté par un aléa de glissement de terrain de niveau moyen **G2c**.

Il est noté que l'étude Kaena propose un aléa faible, mais que cet aléa n'est pas validé par AGR ni par le RTM.

II.4. Niveau d'urbanisation et traduction réglementaire

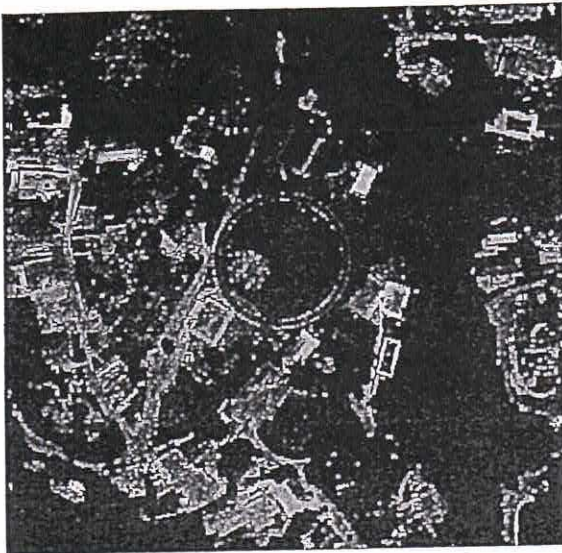


Fig. 3 - Visualisation de la zone (Tènement cerclé en rouge)



Fig. 4 – Zones urbanisées au sens des risques (zone hachurée)
Cartographie provisoire

La zone urbanisée au sens des risques se définit selon les modalités précisées par la circulaire interministérielle du 24 avril 1996 et complétées par les différents guides d'élaboration des PPR. Les détails précis de ces modalités restent toutefois soumis à interprétation.

La délimitation de la zone urbanisée :

- s'apprécie au regard de la **réalité physique** du territoire (présence ou non de bâti), et non en fonction d'un zonage opéré par un POS ou un PLU ;
- doit être **continue**. Par défaut, dans le cadre de l'élaboration du PPRN de La Tronche, le critère de continuité de la zone urbanisée est considéré comme respecté lorsque les bâtis sont distants de moins de 50 m. Lorsque les bâtiments sont distants de plus de 50 m, la zone qui les sépare est considérée comme non urbanisée.
- **les dents creuses**, petites zones non construites au sein d'une zone urbanisée de taille bien supérieure, peuvent être intégrées à la zone urbanisée. Dans le cadre du PPRN de La Tronche, cette analyse est faite au cas par cas, la **taille acceptable** pour considérer une zone comme une dent creuse étant de l'ordre de moins de 2 000 m².

Après une analyse sous système d'information géographique au regard de ces critères, le SSR considère le tènement comme non urbanisé.

En zone non urbanisée, les aléas G3 et G2 sont traduits en RG, inconstructible.

III. Conclusion

À la suite d'une analyse plus approfondie, l'aléa a été revu à la baisse et passe de G3a (fort) à G2c (moyen).

Le SSR estime que le tènement n'est pas urbanisé au regard des critères proposés.

Les principes par défaut de traduction réglementaire de l'aléa moyen G2 conduiront alors à considérer dans le PPRN une inconstructibilité sauf exceptions définies dans le PPRN.



PJ 4

RETRAIT D'UN REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE

ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE COMPRENANT OU NON DES DEMOLITIONS

**COMMUNE
DE LA TRONCHE**

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

f : P 3/8

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Dossier déposé le 25 juillet 2016	N° PC 38516 16 10018
Par : SAS A2C Représenté par Monsieur ZANZOURI ROBERT	<u>Surface de plancher</u> existante : 0 m ²
Demeurant à : 340 RUE EYGALA 38430 MOIRANS	créée : 442.97 m ² démolie : 0 m ²
Pour : CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE DE 3 MAISONS INDIVIDUELLES	<u>Nombre de logements</u> créés : 3 démolis : 0
Sur un terrain CHEMIN DE MAUBEC sis à : Cadastéré : AC464 et 465	<u>Destination :</u> Habitation

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire déposée le 25/07/2016 par la SAS A2C, représenté par M. ZANZOURI Robert, demeurant initialement 18 rue de la Tuilerie à 38170 SEYSSINET-PARISSET et désormais 340 rue de l'Eygala, 38430 MOIRANS,

Vu l'objet de la demande :

- Pour la construction d'un ensemble de 3 maisons individuelles;
- Sur un terrain situé chemin de Maubec ;
- Pour une surface de plancher créée de 442.97 m² ;

COPIE
CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

[Signature]

Vu les pièces complémentaires déposées le 06/05/2016 (plan de masse, plan en profil de la voie d'accès privée, notice d'insertion)

Vu les pièces complémentaires reçues le 22/09/2016 (plan de masse, plan des réseaux, plan de division, notice d'insertion,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.422-1 et suivants, R.422-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421.2a et R.421.33 relatifs aux communes décentralisées,

Vu le Plan d'Exposition aux Risques naturels (PER) de la commune approuvé le 27/01/1989,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014203-0035 du 22/07/2014 prescrivant l'élaboration d'un PPRN sur la commune de La Tronche,

Vu l'arrêté n° 38-2017-07-21-008 portant prorogation de l'arrêté du 22 juillet 2014 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisible sur la commune de La Tronche,

Vu les cartes d'aléas établies le 08/06/2017 par le bureau d'étude Alp Géorisques et porté à connaissance de la commune par le Service Sécurité et Risques de la Direction Départementale des Territoires,

Vu la lettre en date du 16 avril 2018 de Mme la Directrice Départementale des Territoires et la note annexée relative aux parcelles AC 463 et 465,

Vu le Plan local d'urbanisme de la commune de La Tronche approuvé le 21/11/2005 et modifié le 19/11/2007, le 27/06/2011 et le 10/11/2017,

X Vu l'avis d'ERDF en date du 12/09/2016,

X Vu l'avis de la SAUR, en date du 15/09/2016,

X Vu l'avis de Grenoble – Alpes Métropole, régies eau et assainissement, en date du 23/08/2016,

X Vu l'avis de la Direction de la collecte et du traitement des déchets de Grenoble-Alpes Métropole en date du 04/11/2016,

✓ Vu l'avis réputé favorable du Service Qualité des Espaces Publics de Grenoble Alpes Métropole

COPIE
CERTIFIÉE CONFORME A
L'ORIGINAL
[Signature]

Considérant que les travaux décrits précédemment concernent un terrain cadastré AC464 et 465, d'une superficie de 2112 m²;

Considérant que le terrain s'inscrit dans la zone Upb du PLU susvisé,

Considérant que par arrêté du 18/10/2016 le permis de construire a été refusé pour les motifs suivants :

- aléa moyen de glissement de terrain

- configuration de l'accès au chemin de Maubec inadaptée

Considérant que ce refus de permis de construire a fait l'objet d'un recours gracieux en date du 13/12/2016, rejeté le 31/01/2017,

Considérant que la SAS A2C a saisi le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours en annulation du refus de permis de construire du 18/10/2016 et de la décision de rejet du recours gracieux du 31/01/2017,

Considérant que ce recours enregistré le 16/02/2017 sous le n° 1701023 est actuellement en cours d'instruction,

Considérant ainsi que la décision de refus de permis de construire du 18/10/2016 n'est pas définitive,

Considérant, en premier lieu, que la carte d'aléa de glissement de terrain établi le 8 juin 2017 classe la majeure partie du terrain en zone d'aléa fort de glissement de terrain G3a

Considérant que, par lettre en date du 16 avril 2018, Mme la Directrice Départementale des Territoires a, informé la commune de LA TRONCHE, dans une note annexée, du reclassement du terrain, après nouvelle expertise du secteur par le bureau d'études validé par le Service de Restauration en Montagne, en zone d'aléa moyen de glissement G2 c,

Considérant que, au vu de ses caractéristiques et après analyse, le Service Sécurité et Risques a considéré le terrain comme non urbanisé,

Considérant qu'en zone non urbanisée, les aléas G3 et G2 sont traduits en zone RG inconstructible,

Considérant toutefois :

- Que la parcelle est située en contiguïté de zone bâtie,
- Que, le classement en zone non urbanisée constitue une disposition susceptible d'évolution et actuellement non opposable,
- Que l'aléa moyen retenu après expertise de la zone autorise sous conditions la construction,
- Que de ce fait, le permis de construire peut être accepté assorti des prescriptions spéciales prévues par le règlement type du projet de PPRN conformément aux dispositions de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme.

Considérant, en second lieu, que par un jugement n° 1500437-1502516 du 05/10/2017, devenu définitif, le Tribunal Administratif de Grenoble a jugé que, pour un projet sur le même terrain desservi dans des conditions comparables, la configuration de l'accès sur le chemin de Maubec ne présentait pas de risques pour la sécurité des usagers et n'était ainsi pas inadapté.

Considérant, dans ces conditions, que les motifs qui ont justifié le refus de permis de construire du 18/10/2016 ne peuvent être légalement opposés.

ARRETE



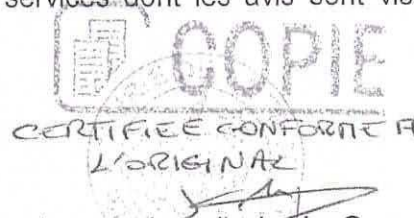
Article 1 : Le refus de permis de construire du 18/10/2016 est retiré.

Article 2 : Sont autorisés les travaux décrits dans la demande susvisée sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 3,

Article 3 : Les prescriptions et réserves suivantes seront strictement respectées :

Le projet sera raccordé aux divers réseaux publics existants en accord et selon les directives des concessionnaires dont les avis sont joints en copie du présent arrêté.

Les prescriptions et les réserves énoncées par les divers services dont les avis sont visés et annexés au présent arrêté seront strictement respectées.



RESEAUX :

Assainissement : Le projet respectera les prescriptions contenues dans l'avis de Grenoble - Alpes Métropole, régies eau et assainissement, en date du 23/08/2016 et notamment :

Eaux usées : Conformément au projet présenté, le raccordement des eaux usées de chaque maison s'effectuera sur le réseau d'eaux usées situé sur la route publique au Sud-est des parcelles concernées par le projet. Chaque maison aura son propre branchement et une boîte de branchement sera installée en limite de propriété sous domaine public.

Rappel : le projet sera soumis à la PFAC.

Eaux pluviales : Le projet prévoit la mise en place d'un dispositif de stockage/restitution à débit régulé pour chaque maison avec exutoire dans le ruisseau situé au Nord-Est de la parcelle. La régie assainissement exerçant la compétence collecte des eaux pluviales uniquement sur les réseaux canalisés sous domaine public, les services de la Métropole n'ont pas compétence à valider un projet de rejet au milieu naturel. **Il convient d'obtenir l'autorisation de rejet auprès du propriétaire ou du service gestionnaire du ruisseau.**

Le raccordement situé sous la voirie jusqu'au ruisseau sera à la charge de l'aménageur et conforme aux prescriptions techniques de la Metro. Ce raccordement sera privé et sera entretenu par les futurs acquéreurs.

Eau potable : Le projet respectera les prescriptions contenues dans l'avis de la SAUR, en date du 15/09/2016 et notamment :

- Il existe déjà un branchement commun pour les parcelles 464 et 465,
- Compte tenu de l'opération projetée, le branchement existant devra être modifié par la SAUR aux frais du pétitionnaire avec la mise en place d'une nourrice 3 départs,
- Le regard compteur devra être redimensionné aux frais du pétitionnaire pour pouvoir accueillir un troisième départ,
- Un nouveau regard compteur sera installé sur le domaine privé en limite du domaine public.

Electricité : Le projet respectera les prescriptions contenues dans l'avis d'ERDF en date du 12/09/2016 et notamment :

La puissance de raccordement pour laquelle cette demande a été instruite est de 36 kVA monophasé.

La réponse ne précise pas la contribution due par le client à ERDF.

Collecte des déchets : Le projet respectera les prescriptions contenues dans l'avis du service collecte de Grenoble Alpes Métropole en date du 04/11/2016 et notamment :

- Le projet nécessite un container privatif pour les matériaux recyclables d'une capacité de 660 litres et un container privatif pour les autres déchets d'une capacité de 660 litres
- La présentation à la collecte s'effectuera sur l'aire poubelles prévue en bordure du chemin de Maubec. En outre, il est préconisé que l'aire poubelle soit sans entrave à la circulation des containers (stationnement, portails, marches et dénivelés importants).

SECURITE PUBLIQUE :

Risques naturels :

Le pétitionnaire reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique aux travaux envisagés.

La parcelle est située en aléa moyen G2c de glissement de terrain.

Le projet devra respecter l'ensemble des prescriptions applicables en aléa moyen qui sont par similitude celles définies par le règlement type pour les zones réglementaires Bg , notamment :

- le projet ne devra pas aggraver les risques pour les tiers et ne doit pas en provoquer de nouveaux, en tout point, y compris en dehors de la zone directement concernée par le projet et cela pendant la phase travaux également,
- Le maître d'ouvrage en apportera la garantie sous forme d'attestation, en s'appuyant, s'il l'estime nécessaire, sur un expert technique compétent dans ce domaine,
- En phase chantier, le projet sera suivi par un géotechnicien dans le cadre d'une mission G3,
- Aucune infiltration d'eau dans le terrain ne sera autorisée,
- A l'issue des travaux, l'étanchéité des réseaux (Alimentation en Eau Potable incluse) et les modalités de rejet des eaux dans les exutoires de surface seront contrôlés. Les installations doivent être remises en état en cas de contrôle défectueux.

Il est rappelé que le respect des prescriptions générales imposées ne dispense pas le maître d'ouvrage de rechercher et mettre en œuvre les dispositions constructives ou autres particulières nécessaires pour protéger son projet des aléas naturels signalés, y compris lors de sa réalisation.

- Le projet situé en zone de sismicité moyenne niveau 4 devra respecter les règles du code de la construction et de l'habitation (se référer aux décrets n° 2010-1254 et 1255 du 22 octobre 2010).

FISCALITE :

En application de l'article L.332-6 du code de l'urbanisme, le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et à la redevance d'archéologie préventive. Le projet est également soumis à la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).

REALISATION DES TRAVAUX :

Le pétitionnaire devra rencontrer les services techniques de la ville afin de définir les modalités d'exécution du chantier avant tout commencement de travaux.

Le présent arrêté a pour objet de décider que son projet respecte toute réglementation ou réglementation spécifique à sa construction.

Le chemin de Maubec est interdit à tout véhicule d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes.

Fait à LA TRONCHE

Le 06/08/2018,

Pour le Maire empêché,

La 3ème adjointe déléguée à l'urbanisme et à l'environnement



Elisabeth WOLF

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

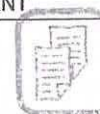
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.



COPIE

CERTIFIÉE CONFORME A
L'ORIGINAL

Hervé Krotoff
23 Chemin de Maubec

38700 La Tronche

M. Yannick Lambert
Unité de Planification et de stratégie d'entretien
routier
Service Gestion Patrimoniale d'Infrastructure
Grenoble Alpes Métropole

LRAR N° 1A 161 474 8778 9

Copie à M. Bernard Dupré Commune de La Tronche

PS5

La Tronche, le 21 Décembre 2019

Monsieur,

Le 13 Novembre passé, je faisais part à Bernard Dupré, adjoint au Maire de La Tronche en charge des travaux, déplacements, sécurité et environnement, de mon inquiétude suite à la dégradation récente du chemin de Maubec sur environ 40m juste au-dessus de ma maison située au 23. La route sur cette portion s'est creusée significativement et des fissures apparaissent à cet endroit. Par ailleurs, j'observe en contrebas exact de cette portion du chemin de Maubec un effondrement significatif (environ 3cm) de l'enrobé chez moi. Enfin, des fissures récentes ont apparus ces 3 dernières années à l'intérieur de ma maison dans sa partie NE.


Une réunion s'est tenue sur site le 20 Novembre dernier en présence de la commune de La Tronche (B. Dupré, police municipale et représentants des services techniques de la commune), d'Alain Pierson mon voisin à qui j'avais demandé de me représenter en mon absence et de 3 agents du service GPI de la Métro (dont M. Bernard Jean).

Au-delà de l'importance de restaurer le revêtement du Chemin de Maubec (la section concernée serait inscrite en rouge au GER), la situation en matière de stabilité des terrains impose une action urgente qu'il convient d'engager au plus vite. En effet, une simple réparation n'affecterait en rien les risques potentiels liés à l'instabilité des terrains à cet endroit (y compris sur ma maison en contrebas).

A l'issue de cette réunion, il a été confirmé que le tonnage maximum admis sur le chemin de Maubec est de 7,5 tonnes. J'avoue être très inquiet de l'aggravation du phénomène causée par des passages potentiels de telles charges sur un chemin localement en dévers à cause de cet effondrement.

Je vous remercie par avance de nous tenir informés (la commune de La Tronche et moi-même) des actions que vous pourrez engager pour traiter ce problème

Dans l'attente de vous lire,
Bien cordialement


Hervé Krotoff

PT6

008695

Monsieur Hervé KROTOFF
23 chemin de Maubec
38700 La tronche

Grenoble, le **17 SEP. 2020**

Suivi par : **Bernard.JEAN**

DGA Services Techniques Métropolitains
DIGPEPN – Service gestion patrimoniale des infrastructures
Nos références : DIGPEN/GPI/GVI/BJE/PSER20LT440 – N° 20_07069 D

Objet : Travaux chemin de Maubec – La Tronche

Monsieur,

En réponse à vos deux courriers datés du 21 décembre 2019 et du 3 septembre 2020, vous trouverez ci-dessous, un état des études en cours.

La dégradation de la voirie que vous signalez relève d'un affaissement de rive fréquent sur les voiries légères et non d'un glissement d'ampleur du terrain. Des techniques routières de purge et remise en état structurelle seront nécessaires.

Suite à la visite sur site du 20 novembre 2019, la Métropole a programmé des travaux de gros entretien-renouvellement sur le chemin de Maubec pour l'année 2021.

Par ailleurs, une analyse technique est en cours par le laboratoire expert en techniques routières, mandaté par Grenoble-Alpes Métropole, et des auscultations de la chaussée sont programmées fin septembre 2020. Ces auscultations permettront d'arrêter le choix des travaux à réaliser.

En effet, suivant les résultats, les travaux pourraient porter sur :

- Soit la réalisation d'un reprofilage sur les zones affaissées avec une couche de grave bitume 0/14 sur laquelle sera mise en œuvre une couche de roulement.
- Soit la réalisation d'un décapage de la couche de roulement existante, ensuite réalisation d'une purge des matériaux impropres, ensuite reprise du corps de chaussée et du profil en travers en grave non traitée et pour finir, la mise en œuvre d'une nouvelle couche de roulement.

Dès réception des résultats du laboratoire et des préconisations de celui-ci, une décision sera prise sur la technique à appliquer.

Les services de la Métropole restent à votre entière disposition en tant que de besoin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le chef du service
Gestion patrimoniale des infrastructures,


Laurent LESEC

PJ7

Reçu le 3/05/2021

003703

Monsieur Hervé KROTOFF
23 chemin de Maubec
38700 La Tronche

Grenoble, le

29 AVR. 2021

Suivi par : Bernard.JEAN

*DGA Services Techniques Métropolitains
DIGPEPN – Service gestion patrimoniale des infrastructures
Nos références : DIGPEPN/GPI/GVI/BJE/1PSER21LT149*

Objet : Travaux chemin de Maubec – La Tronche

Monsieur,

Pour donner une suite au courrier que je vous ai adressé le 17 septembre 2020, je vous informe que les investigations menées par nos services modifient les travaux initialement prévus, qui consistaient à reprendre les zones dégradées.

En effet, les résultats des auscultations réalisées fin septembre 2020 ne sont pas satisfaisants et démontrent une certaine hétérogénéité de structure sur cette voirie qui se manifeste par des déformations de surface. Une étude en cours permettra également de vérifier si d'autres mouvements de terrain apparaissent en dehors de la zone de glissement connue.

Par ailleurs, la commune nous a informés de plusieurs projets de constructions nouvelles dans ce secteur, qui entraîneront une augmentation du trafic et notamment des poids-lourds. Pour limiter les nouvelles dégradations sur les zones les plus faibles, nous maintenons la limitation de tonnage à 7,5 tonnes.

Par conséquent, les travaux initialement prévus pour 2021 sont reportés à la fin des constructions nouvelles, et permettront de rénover la voirie avec de nouvelles caractéristiques géométriques et structurelles, plus adaptées aux nouvelles fonctions de cette voirie.

Les services de la Métropole restent à votre entière disposition en tant que de besoin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le chef du service
Gestion patrimoniale des infrastructures,


Laurent LESEC

PS 8

008063

Monsieur Hervé KROTOFF
23 chemin de Maubec
38700 LA TRONCHE

Grenoble, le

Suivi par : Bernard.JEAN

DGA Services Techniques Métropolitains
DIGPEPN – Service gestion patrimoniale des infrastructures
Nos références : DIGPEPN/GPI/MBE/BJE/1PSE21LT345

1 SEP. 2021

Objet : Travaux chemin de Maubec – La Tronche

Monsieur,

Pour donner une suite à votre courriel du 28 juillet 2021, je vous informe qu'une expertise a été menée par le bureau d'études géotechnique SAGE sur le chemin de Maubec en amont de votre maison.

Les conclusions de l'expertise indiquent que nous sommes en présence d'un lent glissement de terrain historique, qui se traduit par des formes mamelonnées bien marquées avec d'anciennes niches d'arrachement, ainsi que des fissures longitudinales ouvertes à mi-chaussée.

L'expertise préconise dans un premier temps de reboucher les fissures sur la chaussée, afin de limiter au maximum l'impact de ce glissement, puis dans un second temps, la reprise de l'affaissement.

Dans ces conditions, un enduit d'étanchéité de la chaussée par la technique du point à temps automatique sera réalisé sur les zones fissurées ou faïencées sur la période du 30 août au 10 septembre 2021.

Dans un second temps, des travaux de rénovation seront programmés sur les prochaines années afin d'améliorer les caractéristiques structurelles de cette voirie (reprise de l'affaissement notamment).

Les services de la Métropole restent à votre entière disposition en tant que de besoin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Le chef du service
Gestion patrimoniale des infrastructures


Laurent LESEC

159

Carte des allées - 8.07.2017



COPIE

Sujet : PPRNP La Tronche : études géotech Le Gorget
De : Alain PIERSON - REPLIQUE
Date : 12/10/2018 à 16:59
Pour : annick.desbonnets , jacques.bouffier
jeanpierre.rossetti

75-10

Madame DESBONNETS, Monsieur BOUFFIER, Monsieur ROSSETTI,

Je vous ai proposé le 27 septembre passé lors de la réunion publique de présentation par votre service du projet de PPRN de la commune de La Tronche, de vous adresser copie des études et levés de fonds de fouilles des constructions réalisées sur les parcelles AC 377 et 378 au Gorget Nord.

Vous trouverez donc via le lien <http://ovh.to/NbQshGW> les 9 documents suivants.

1. Parcelle AC378

- étude géotechnique SOLEN: G0-G1.1 du 10.10.2000
- étude géotechnique SOLEN: G0-G1.2 du 22.12.2000
- procès verbal des visites de fond de fouilles Solen des 24.10 et 5.11.2002

2. Parcelle AC377

- étude géotechnique SOLEN : G0-G1.1 du 25.07.2006
- étude géotechnique SOLEN : G0-G1.2 du 20.09.2007
- procès verbal de visite de fond de fouilles SAGE : G4 du 09.02.2018
- procès verbal de visite de fond de fouilles SAGE : G4 du 19.02.2018
- procès verbal de réunion de chantier n°6 (altimétries du toit rocheux en p.2) du 19.02.2018

3. Report sur fond de plan cadastral de la ligne de rupture altimétrique du toit du substratum rocheux.

Les profondeurs auxquelles le toit du substratum rocheux a été trouvé sur les parcelles AC377 et AC378 confirment, à moins de 3 m près dans les 2 cas, la rupture altimétrique franche du toit rocheux ayant conduit à distinguer sur ces 2 parcelles et leurs voisines AC 465, 464 et 354 entre les intensités d'aléas fort (G3a) et moyen (G2c) au projet de carte des aléas du 8 juillet 2017 établi par Alp'Géorisques et le service RTM.

L'évolution de la carte des aléas intervenue le 17 janvier 2018 (p. 2/4 de la note de synthèse "*Dossier ZANZOURI*" du courrier de Madame la Directrice Départementale des Territoires du 16 avril 2018) qui, en suite des contestations du promoteur propriétaire des parcelles AC464 et 465, ne distingue étonnamment plus désormais à partir de la parcelle AC 464 entre G3a et G2c, se heurte à ces éléments.

Sauf à commettre erreur matérielle de fait et erreur manifeste d'appréciation, il conviendrait donc de revenir, sur les 5 parcelles en cause, à la configuration du

projet de carte des aléas du 8 juillet 2017, en ajustant la limite entre aléa fort (G3a) et moyen (G2c) au vu des précisions de l'ensemble des études géotechniques et levés de fonds fouilles qui vous ont été communiqués à ce jour.

Je reste votre disposition pour tout éclaircissement, voire entretien, utile.

Je vous adresse mes biens cordiales salutations.

Alain PIERSON

Merci d'accuser réception

REPLIQUE Etudes et Conseil
29, Boulevard des Alpes - 38240 Meylan

Département :
ISÈRE

Commune :
LA TRONCHE

Section : AC
Feuille : 000 AC 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 12/10/2018
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

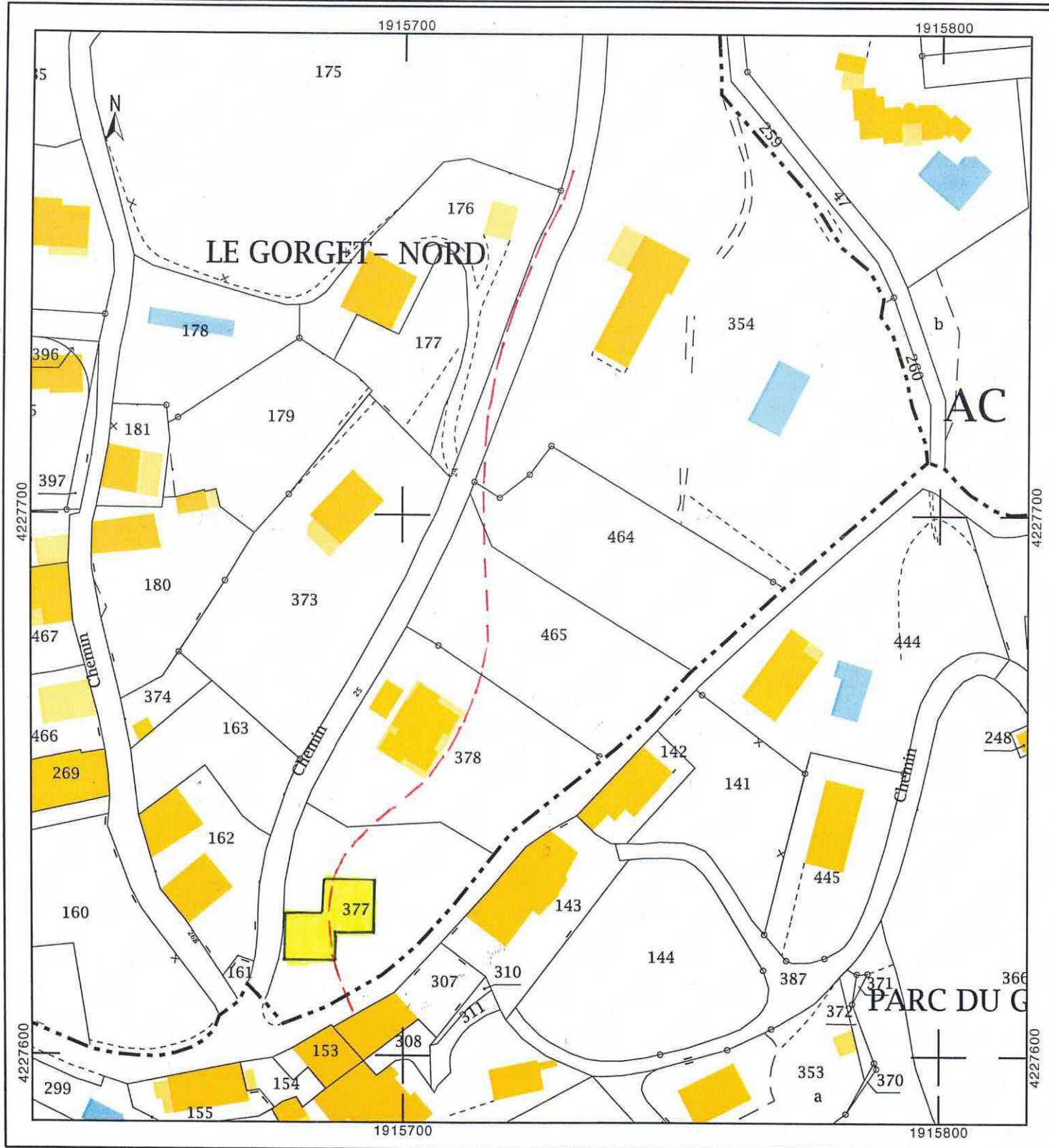
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Grenoble Sud Isère
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Centre des Finances
Publiques 38047
38047 GRENOBLE CEDEX 2
tél. 04 76 39 38 76 -fax
ptgc.sud-isere@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

--- Ligne de rupture
altimétrique du toit du
substratum rocheux



PJ 11

Annexe 3-2 – Méthodologie de délimitation de la zone urbanisée

Ces informations ne sont destinées qu'à faciliter l'interprétation et la compréhension de la délimitation de la zone urbanisée.

La délimitation de la zone urbanisée a été établie selon la démarche suivante :

- Établissement du périmètre de la zone urbanisée par traitement automatique des données géographiques disponibles. Ce traitement, effectué par la DDT38, applique systématiquement les critères de définition de la zone urbanisée.

- Adaptation manuelle de ce périmètre initial dans les cas de figures non pris en compte par le traitement automatique (liste non-exhaustive) :

- continuité non pertinente de la zone urbanisée du fait de la prise en compte de constructions non pertinentes (ruine, ouvrages d'infrastructure, etc.) ;

- incohérence dans l'intégration à la zone urbanisée des jardins attenants aux habitations selon que des constructions annexes (piscines, garages, etc.) y sont établies ou non ;

- incohérence dans la définition des dents creuses du fait de la prise en compte des emprises de voirie connectant des zones de moins de 2 000 m² ;

- hétérogénéité dans l'extension de la zone urbanisée au-delà des dernières constructions selon les modalités de prise en compte des limites parcellaires ;

- etc.

La co-construction de ce document avec les représentants de la commune est essentielle pour aboutir à une définition pertinente de la zone urbanisée qui sera prise en compte pour l'élaboration du zonage réglementaire.

La zone urbanisée, au sens du PPRN, intègre l'essentiel des constructions existantes (environ 96,5%). Les constructions non intégrées à la zone urbanisée correspondent pour l'essentiel à des constructions isolées dans la partie haute de la commune. Leur exclusion de la zone urbanisée traduit l'application des critères présentés dans le chapitre V.3. de la note de présentation.

Tableau 1: Répartition des constructions existantes dans les zones urbanisées et non-urbanisées.

Bâtiments par type*	Bâtiments situés dans la zone urbanisée	Bâtiments situés hors de la zone urbanisée	Total
Bâti dur	1685	60	1745
Bâti léger	998	35	1033
Total	2683	95	2778
Proportion	96,58 %	3,42 %	100 %

Comptage à partir des bâtiments figurant sur le cadastre DGI 2016.

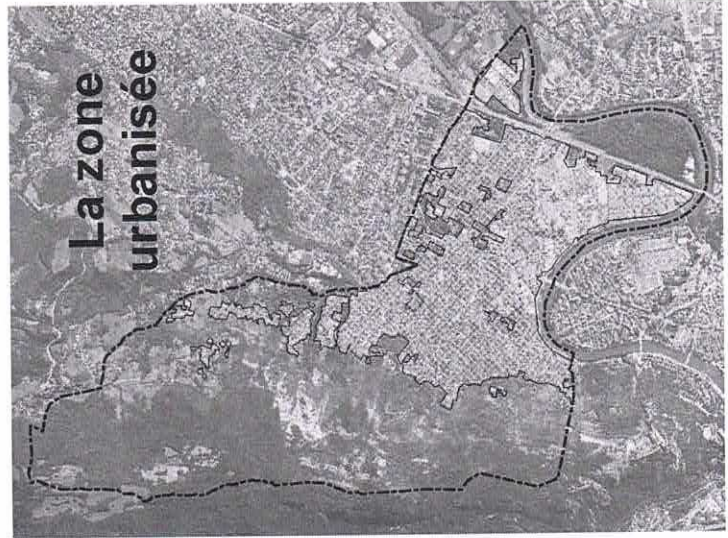
* Types de constructions définis par le cadastre DGI : « bâti dur » pour les constructions principales et « bâti léger » pour les granges, hangar, annexes, etc.

La zone urbanisée

- **Remarque :** la zone urbanisée au sens des risques diffère de celle utilisée en urbanisme
- Caractère urbanisé ou non **en fonction de la réalité physique du territoire** (présence de bâti) et non en fonction du zonage du PLU(i)
- Continuité du bâti :
 - ✓ 50 m maximum entre deux bâtis
 - ✓ groupe de 5 bâtis minimum (bâti isolé jusqu'à 4)
- Intégration de « dents creuses »
- Intégration de certaines opérations déjà autorisées ou suffisamment avancées

41

DJ M.



42

Département :
ISERE

Commune :
LA TRONCHE

Section : AC
Feuille : 000 AC 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 25/04/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

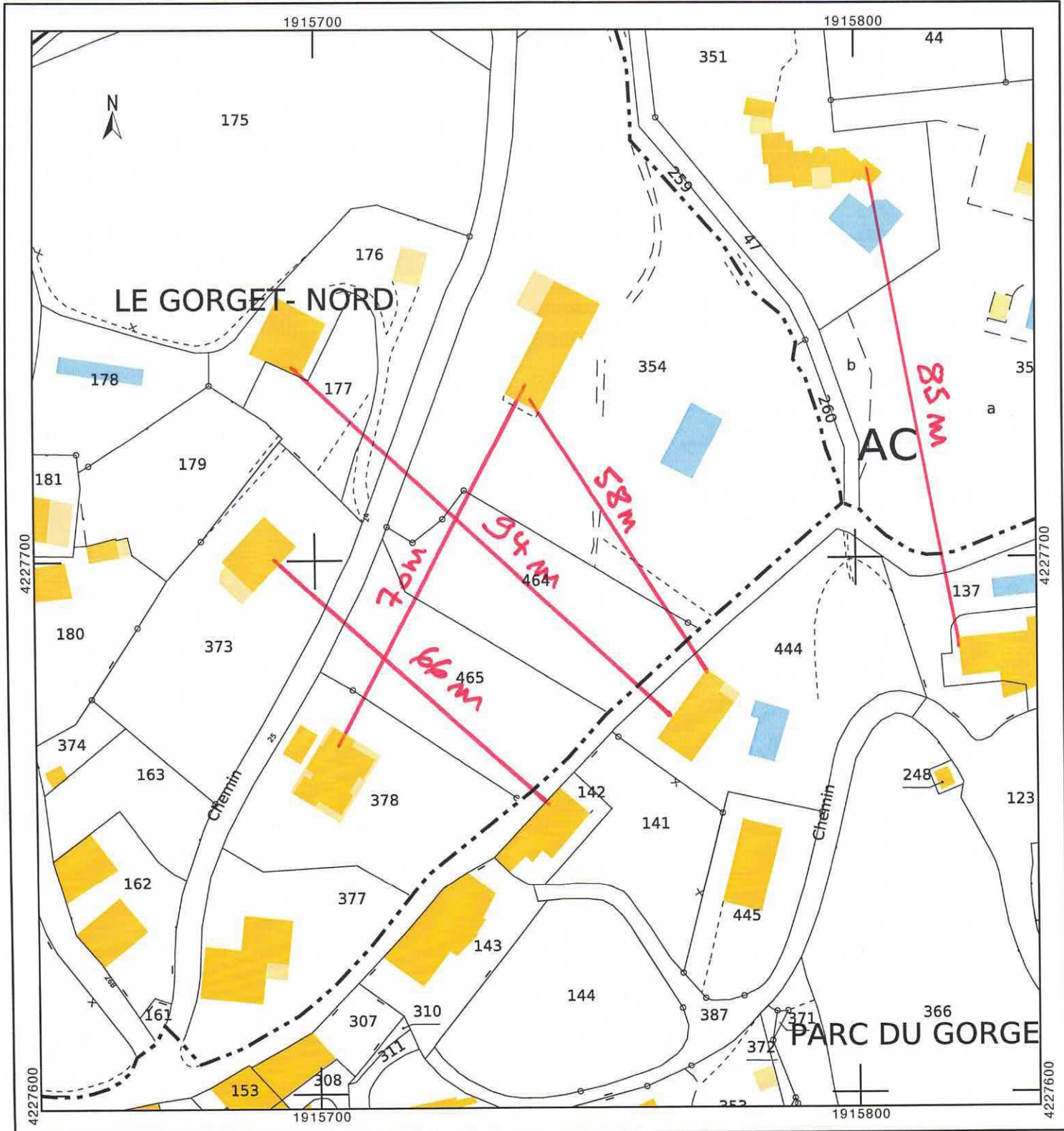
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Grenoble Sud Isère
Pôle de Topographie et de Gestion
Cadastrale Centre des Finances
Publiques 38047
38047 GRENOBLE CEDEX 2
tél. 04 76 39 38 76 - fax
ptgc.sud-isere@dgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

7J-12



PJ 13

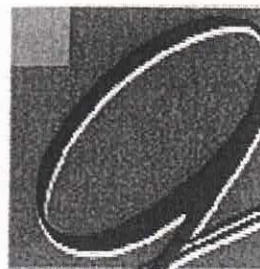


Pucelle Pierson n° 377

Vous aider à construire l'avenir

INGENIERIE EUROPE

GRUPE



GINGER
CEBTP SOLEN

MONSIEUR PIERSON

Villa PIERSON

Chemin de Maubec

LA TRONCHE (38)

**ETUDE DE FAISABILITE
GEOTECHNIQUE**

Dossier N° RGR2.7.0353

Ac 377 = G 1.2

MONSIEUR PIERSON

Villa PIERSON – Chemin de Maubec


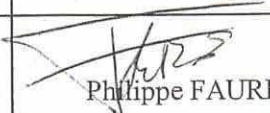
LA TRONCHE (38)

ETUDE DE FAISABILITE GEOTECHNIQUE

N° RGR2.7.0353

Ce document contient :

- 1 rapport avec plan de situation
- les annexes suivantes :
 - ↳ Diagrammes des sondages au pénétromètre de 2006
 - ↳ Plan d'implantation des sondages de 2006
 - ↳ Plan masse projet de 2007

Site CEBTP - SOLEN : Agence Alpes		Mission : mission de type G12	
Date	Ingénieur chargée du dossier - visa	Contrôle interne - visa	Contrôle externe - visa
20/09/07 – Version 2	 Audrey OUVRARD		 Philippe FAURE
Diffusion	Destinataires		Correspondants
2 ex + 1 repro.	Maître d'ouvrage		Monsieur PIERSON

SYNTHESE (G1)

5. Données géologiques et historiques, éléments d'enquête

D'après la carte géologique de GRENOBLE au 1/50 000^{ème} et les études réalisées à proximité, le site se trouve dans un contexte de formations de pente reposant sur le substratum rocheux marno-calcaire (formations de l'oxfordien).

D'après enquête étude préliminaire SOLEN n°G07347 GR/GR, (rapport de faisabilité SOLEN G03281 GR/GR concernant le projet de construction de la villa de Monsieur et Madame PIERSON au 25 chemin des Maubec et le rapport de faisabilité préliminaire RGR2.6.2199 concernant le présent projet), les éléments suivants ont été recueillis :

- Colluvions et éboulis superficiels d'épaisseur reposant sur le substratum rocheux marno-calcaire présent vers 1 à 3 m de profondeur aux points de sondages.

Selon les diverses observations faites sur site, la morphologie générale du terrain donne quelques indices de la présence du substratum rocheux :

- En amont, une pente soutenue indique la présence du substratum rocheux à faible profondeur. Celui-ci est en effet visible en affleurement près du lavoir.
- En aval, une rupture de pente et une topographie plus douce indiquent un approfondissement du toit rocheux.

6. Synthèse géologique

D'après le rapport de faisabilité préliminaire RGR2.6.2199 concernant le présent projet il est possible de distinguer les formations suivantes :

- Sol de résistance faible à moyenne correspondant vraisemblablement à des terrains de couverture limono-graveleux (remblais vraisemblables localement).
- Sol de résistance élevée à très élevée reconnu au-delà et ayant entraîné des refus pénétromètre à partir de 1,2 à 3,4 m/TN correspondant vraisemblablement au substratum rocheux marno-calcaire.

Toutefois, le refus obtenu prématurément en D4 peut éventuellement être associé à la présence de blocs. En effet la proximité de la rampe d'accès à l'actuelle villa de Monsieur PIERSON n'exclut pas la présence remblais.

7. Synthèse géomécanique

Remarque préliminaire : Les données qui suivent ont pour objet de préciser les hypothèses de calcul pour la justification des ouvrages. La conception et la mise en œuvre des infrastructures devront intégrer les adaptations inhérentes aux variations des limites de faciès.

Description	Pénétromètre dynamique
	R_d (MPa)
Sol de résistance faible à moyenne (limon graveleux) ou remblai	2,0 à 10,0
Sol de résistance élevée à très élevée (substratum marno-calcaire)	10,0 à 20,0

A titre indicatif, la position du toit substratum rocheux est résumée dans le tableau ci-après.

Sondage	D1	D2	D3	D4	D5
Cote relative du TN	103,2	100,1	99,6	103,1	100,0
Prof. m/T.N	2,8	1,6	2,2	1,0	1,2
Cote relative	100,4	98,5	97,4	102,1	98,8

8. Synthèse hydrogéologique

Il n'a pas été observé d'arrivée d'eau dans les sondages au moment du chantier.

Toutefois, il peut exister dans ce type de formation des circulations d'eau aléatoires au droit de cheminement préférentiel plus sablo-graveleux, et/ou au contact entre les terrains de couverture et le toit du substratum rocheux.

Le régime hydrogéologique est susceptible de varier, en fonction de la saison et de la pluviosité.

9. Synthèse vis-à-vis du risque sismique

Le tableau ci-dessous reprend les principales données parasismiques déduites des éléments du projet et des reconnaissances effectuées, présentées dans les paragraphes précédents :

Zone sismique (BRGM 92)	Ib			
Classe de bâtiment :	A	B	C	D
Accélération Nominale a_N valeur minimale en m/s^2	-	1,5	2,0	2,5
Site géologique :	Site C, où le mouvement sismique est conditionné par les propriétés géodynamiques des sols et la topographie			
Catégorie de sol :	Rocher			
Classe du site :	S0			

11. Justification des semelles superficielles

11.1. Définition des fondations

Les semelles pourront être du type isolé et/ou continu. Elles seront orientées préférentiellement dans le sens de la pente avec redans successifs pour assurer la stabilité maximale.

La profondeur sera adaptée au cas par cas pour respecter à la fois l'ancrage demandé dans la couche porteuse, à savoir **0,3 m** au minimum et la hauteur minimale d'encastrement qui ne devra pas être inférieure à la mise hors gel par rapport au sol fini après travaux.

Rappel :

- Ancrage : hauteur de pénétration de la semelle dans la couche porteuse.
- Hauteur minimale d'encastrement : Minimum des hauteurs enterrées de la fondation à l'intérieur comme à l'extérieur par rapport au sol fini après travaux.

11.2. États limites de résistance du sol (D.T.U. 13.1)

Les charges étant supposées verticales, la contrainte de rupture sous la base des fondations q'_u est donnée par la formule :

$$q'_u = Rd / 5 \text{ à } 7$$

d'où :

$q'_u = 1500 \text{ kPa}$

Les contraintes admissibles (ou contraintes de calcul) se déduisent de la formule :

$$q'_a = \frac{i\delta\beta}{\gamma_q} (q'_u - q'_0) + q'_0$$

Avec : $i\delta\beta$: coefficient réducteur fonction de la pente du terrain et de l'inclinaison de la charge ($i\delta\beta = 1$ pour un sol horizontal et une charge verticale),
 γ_q : coefficient de sécurité = 2 sous E.L.U. et = 3 sous E.L.S.

Etat limite	E.L.U.	E.L.S.
Contrainte admissible q'_a (kPa)	750	500

Parcelle PIERSON
n° 378

MONSIEUR ALAIN PIERSON

"Le Goyet-Nord"

Villa individuelle

LA TRONCHE (38)

ETUDE DE FAISABILITE GEOTECHNIQUE

MISSION DE TYPE G0 A G1.1

DOSSIER N° G 03281 GR/GR/B/00



SOLÉN

Ingénierie - Géotechnique - Essais - Contrôles - Environnement

SYNTHESE (G1.1)

7. Données géologiques, zonage sismique

D'après la carte géologique de France, feuille de GRENOBLE au 1/50 000^{ème}, le site se trouve en limite de formations de l'oxfordien (rocher marneux à bancs noirâtres et débit schisteux alternant avec des bancs calcaires décimétriques à métriques) et de plaquages de moraines glaciaires locales du würm. Le pendage du substratum rocheux, indiqué sur la carte et également visible sur l'affleurement à côté du lavoir, est inverse à la pente et favorable à la stabilité d'ensemble du site.

Selon le zonage sismique de la carte BRGM 1992, le site est en zone Ib : de faible sismicité.

8. Synthèse géophysique

8.1. Prospection par trainé électrique

En principe, plus les valeurs de résistivité sont faibles et plus les sols superficiels sont à tendance argileuse ou à forte teneur en eau. A l'inverse, les valeurs élevées sont caractéristiques d'une zone à tendance caillouteuse ou à faible teneur en eau.

Les valeurs mesurées sont assez faibles, comprises entre 90 $\Omega.m$ à l'aval au Sud-Ouest et 180 $\Omega.m$ à l'Est.

8.2. Sondages électriques

D'après le sondage électrique qui indique les variations de nature du sol jusqu'à une quinzaine de mètres de profondeur, la résistivité est faible en surface (60 à 130 $\Omega.m$) jusqu'à 8 m de profondeur, et devient plus élevée ensuite. Ceci peut correspondre au passage d'un sol de couverture-rocher altéré à un rocher compact, peu altéré.

9. Synthèse géologique

A partir de la disposition dans l'espace et de l'interprétation géologique des résistances mesurées (par analogie car les essais réalisés sont 'aveugles'), il a été déduit la structure géologique du site décrite ci-dessous. La nature précise des terrains correspondants devra être impérativement confirmée visuellement (lors de l'étude du projet, l'étude ou le suivi d'exécution).

Il est possible de distinguer les formations suivantes, de haut en bas :

R Remblais localement (plate-forme au nord-ouest du terrain) de 2 à 3 m maximum. De par leur origine, leur épaisseur et leur nature peut varier sensiblement et brutalement.

TV Terre végétale sur une épaisseur moyenne de 0,1 à 0,3 m en général.

1 Sol jusqu'à une profondeur variant de 1,0 m côté amont à 5 à 8 m côté aval suivant les sondages.

Ceci peut correspondre soit à des colluvions et éboulis superficiels, soit à un rocher marneux très altéré en D2 au-delà de 3 m de profondeur.

2 Sol compact à très compact sur une épaisseur très importante au-delà correspondant au substratum rocheux peu altéré.

Cette formation peut être rattachée à l'horizon géologique des marnes et calcaire de l'oxfordien.

A titre indicatif, la position du toit de la couche n° 2 est résumée dans le tableau ci-après.

Sondage	D1	D2	D3	D4
Prof. m/T.N	0 à 1 m	Environ 8 m	1 à 2 m	1 à 3 m
Cote (relative)	104 à 103	92 env.	101 env.	99 à 97

10. Analyse et synthèse géomécanique

Remarque préliminaire : Les données qui suivent ont pour objet de préciser les valeurs représentatives des faciès ci-dessous. La conception et la mise en œuvre des infrastructures devront intégrer les adaptations inhérentes aux variations des limites de faciès.

Les caractéristiques de chacun des faciès sont données dans le tableau ci-après.

Couche n°	Description	Pénétromètre dynamique
		R_d (MPa)
1	Colluvions, éboulis, rocher altéré	4 à 15 MPa
2	Rocher marneux peu altéré	> 10 MPa

11. Synthèse hydrogéologique

11.1. Piézométrie

Il n'a été détecté aucun indice de circulation d'eau dans les sondages réalisés. Des venues d'eau, faibles et intermittentes, peuvent être rencontrées préférentiellement dans le talweg topographique à l'ouest de la parcelle.

11.2. Inondabilité

Le site peut être inondé par ruissellement superficiel de versant.

RECOMMANDATIONS (G1.1)

12. Orientations géotechniques préférentielles

Cette adaptation devra tenir compte :

- de la structure des ouvrages ; (à préciser en conception)
- des travaux d'infrastructure ;
- de la structure géotechnique du sol : données générales précisées précédemment.

Au stade actuel de l'avancement du projet, il est préférable de rechercher les orientations principales décrites ci-après et permettant une adaptation simple, plutôt que de définir précisément un système de fondation qui sera forcément à remanier ou à préciser en fonction des données du projet.

- le substratum rocheux étant atteint dès la pleine masse côté amont, il doit être recherché partout en fondation sous l'emprise de la construction (niveaux bas décalés en suivant la pente, limiter le plus possible l'emprise de la construction en dessous de la cote 100,0, rattrapage du rocher en partie basse, adaptations à prévoir à cet endroit, et en particulier au sud-ouest vers D2 où le rocher plonge fortement).
- prévoir une structure bien rigide surtout au niveau bas et dans le sens de la plus grande pente, de façon à pouvoir s'adapter par des redans successifs aux variations d'apparition du sol de fondation.

13. Principales applications pratiques

Celles-ci ont pour but d'intégrer concrètement les données précédentes. Elles ne sont pas impératives, mais elles sont néanmoins très rigoureuses si l'on veut tirer parti au maximum des données intangibles du site. Dans les cas contraire, des travaux spéciaux d'aménagement, de préparation de terrains, ou de fondations, seront sûrement à prévoir.

13.1. Plan masse, élévations

13.1.1. Plan masse

Ceci concerne la forme, la longueur, l'orientation, la surface et l'implantation des ouvrages, compte tenu de la nécessité d'une homogénéité de compacité et d'une facilité d'exécution des fondations pour implanter les ouvrages.

- La zone préférentielle pour l'implantation de la villa est dans le secteur nord-est, au dessus de la cote 100,0
- la construction sera plutôt allongée dans le sens des lignes de niveau de façon à limiter le nombre de décrochements en niveau bas

- l'implantation de l'esquisse modifiée répond à ces critères, à l'exception de l'angle au sud-ouest pour lequel des adaptations seront sans doute nécessaire. La partie basse prévue initialement a été supprimée, celle-ci constituant la partie la plus contraignante de la construction (vers D2).

13.1.2. Cote de niveau bas

Ceci concerne la difficulté de réalisation de l'excavation, la nécessité ou non de remblayer contre l'ouvrage (surcharge après construction), et la possibilité de réaliser des décrochements de niveaux en sous-sol.

- comme il a été indiqué plus haut, le rocher marneux sera atteint dès la pleine masse pour des plates-formes en déblai. L'ensemble des niveaux bas sera enterré pour limiter les rattrapages du sol de fondation
- les décrochements au niveau bas sont recommandés de façon à ne pas entailler le versant fortement côté amont (rocher très compact atteint en terrassement).

13.2. Préparation du site,

Ceci concerne les travaux préparatoires pouvant avoir une influence sur les projets.

13.3. Terrassements et influence des travaux sur la stabilité du site

Ceci concerne les difficultés d'exécution en déblais, les possibilités de mise en place des remblais, les talutages, la stabilité locale et d'ensemble, les drainages, les stockages de matériaux, et la préparation des plates-formes.

- Les plates-formes remblayées seront limitées au maximum (uniquement pour l'accès au garage). De ce fait, l'ensemble des matériaux issus des terrassements sera évacué.
- Proscrire le remblaiement du terrain dans sa partie aval pour laquelle la stabilité du versant apparaît précaire (mouvements lents de type solifluxion au tassement d'ensemble mis en évidence d'après enquête). Des aménagements de type banquettes ou « restanques » peuvent être envisagées, en réutilisant les matériaux de déblai en remblai.

13.4. Elévations, descentes de charges

13.4.1. Elévations

Ceci concerne le nombre de niveaux, les écarts de niveaux dans un même bloc de construction, les mitoyennetés et les phasages de travaux par tranches successives.

- Le rocher étant atteint partout en fondation, ce point n'est pas contraignant, surtout dans le cas du projet (1 à 2, voire 3 niveaux).

13.4.2. Descentes de charge

Ceci concerne le type de répartition, les trames et les surcharges de stockages.

- Les descentes de charges seront réparties sur des refends parallèles à la ligne de plus grande pente, de façon à limiter les fondations à l'aval à des semelles avec redan, et longrine sous façade. La façade amont sera descendue sur le rocher.
- L'ensemble des appuis sera de préférence linéarisé en fondation, compte tenu de la difficulté de réaliser une fouille isolée dans le rocher.

13.5. Principe de fondation des structures

Le but de la présente étude est d'aboutir, pour un même risque de tassement différentiel et de facilité d'exécution, aux fondations les mieux adaptées.

Au stade de l'étude, il n'y a pas de limite pour des fondations de types semelles superficielles continues : la contrainte admissible du sol de fondation sera surabondante pour les dimensions minimum (largeur 0,5 m)

13.6. Tassements

Le sol de fondation étant peu compressible, les tassements seront très faibles et admissibles.

13.7. Faisabilité des dallages sur terre-plein

A priori et sous réserve d'un drainage périphérique amont soigneusement réalisé, et de terrassements menés avec précaution les dallages sur blocage aux niveaux bas sont réalisables.

13.8. Soutènements

- Les soutènements de type mur B.A. sont bien adaptés en partie amont là où le rocher est atteint à faible profondeur. Le remblai de la voie d'accès sera établi sur un préterrassement (redan) en privilégiant un talus ou un soutènement partiel (muret en pied), ou une rocaille paysagée (blocs enchassés dans le remblai).

14. Recommandations particulières

14.1. Complément d'étude

Une fois le projet complètement défini, des compléments simples et locaux de reconnaissance géotechnique seront à envisager pour compléter, contrôler et confirmer les hypothèses données dans le présent rapport.

14.2. Précautions d'exécution

Les précautions d'exécution seront définies une fois l'ouvrage précisé en implantation, structure et fondation.

15. Aléas géotechniques et conditions contractuelles

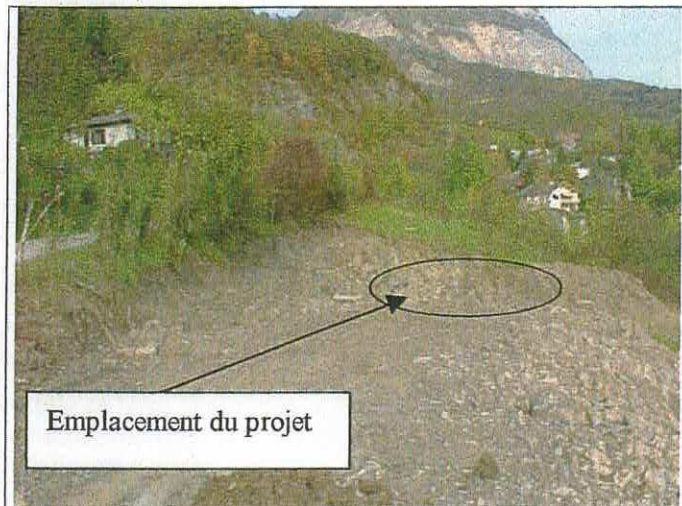
1. Le projet n'est pas entièrement défini et les sollicitations sur les fondations sont mal connues. Une étude complémentaire pourra être faite dans le cadre d'une mission G₁₂. De plus, les reconnaissances de sol procèdent par sondages ponctuels, les résultats ne sont pas rigoureusement extrapolables à l'ensemble du site. Il persiste des aléas (exemple : hétérogénéité locale) qui peuvent entraîner des adaptations tant de la conception que de l'exécution qui ne sauraient être à la charge du géotechnicien.
2. Le présent rapport et ses annexes constituent un tout indissociable. La mauvaise utilisation qui pourrait être faite suite à une communication ou reproduction partielle ne saurait engager SOLENE GEOTECHNIQUE.
3. Des modifications dans l'implantation, la conception ou l'importance des constructions ainsi que dans les hypothèses prises en compte et en particulier dans les indications de la partie «Présentation» du présent rapport peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions. Une nouvelle mission devra alors être confiée à SOLENE GEOTECHNIQUE afin de réadapter ces conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet.
4. De même des éléments nouveaux mis en évidence lors de l'exécution des fondations et n'ayant pu être détectés au cours des reconnaissances de sol (exemple dissolution, cavité, hétérogénéité localisée, venues d'eau etc.) peuvent rendre caduques certaines des recommandations figurant dans le rapport.
5. Au moment de l'ouverture des fouilles ou de la réalisation des premiers pieux, il est recommandé de faire procéder à une visite de chantier par SOLENE. Cette visite donne lieu à un compte-rendu portant sur la vérification de la nature des sols et le niveau d'assise des fondations superficielles ou sur la conformité de la méthode d'exécution des fondations profondes. Cette visite doit faire l'objet d'une commande préalable.

PROCES VERBAL DE VISITE DE FOND DE FOUILLE

Dossier : G04733 GR/GR/E/02
Mission : G4 (suivi d'exécution)
Visite des : 24/10 et 05/11/2002

Commune : LA TRONCHE (38)
Désignation : Villa M. Mme PIERSON
Ouvrage : Terrassement et fondation

Reçu le 15 NOV. 2002



Emplacement du projet

Vue depuis l'extrémité Sud du terrain



Vue du talus amont de la fouille

Hypothèses initiales : Rapport SOLEN G03281 GR du 10/10/2000 et courrier du 22/12/2000

Sol : Rocher marneux, très altéré en tête et devenant altéré à peu altéré en profondeur. Prendre en compte des variations rapides du toit d'apparition du sol de fondation. A l'angle Sud-Est de la maison, approfondissement brutal du toit d'apparition du rocher, vers 6 m de profondeur.

Eau : Pas d'eau dans les sondages. Existence possible de circulations intermittentes préférentiellement dans le talweg à l'ouest de la parcelle.

Solution de fondation : Semelles ancrées dans le rocher compact, avec redans successifs pour suivre son toit d'apparition. Pas de fondation isolée. Rigidification dans le sens amont-aval.

Examen des plans communiqués :

Le plan de fondation nous a été communiqué au démarrage du chantier. Le B.E.T Structure a prévu des semelles continues sur la moitié amont de la construction, et une solution puits-longrines sur la moitié aval. De plus, les puits côté aval sont placés en retrait de 1 m environ par rapport à la façade aval pour limiter le risque de surprofondeur. La façade aval, et les poteaux des balcons sont de ce fait portés en encorbellement.

Avancement du chantier :

• **Visite du 24/10/2002**

Lors de notre visite du 24/10/2002, la plate-forme en déblai est réalisée. Côté aval, la plate-forme est légèrement en remblai sur 1 m d'épaisseur maximum.

Les talus de la fouille sont quasiment verticaux, sur 3 m de hauteur maximale, constitués de rocher marneux brun-gris. Cette formation se présente en bancs à débit décimétrique à pluridécimétrique (épaisseur 0,8 m maximum), dont le pendage est quasi-horizontale, où légèrement inverse à la pente. Au droit de l'angle Nord-Est, le pendage des couches s'incline légèrement à 10-15° environ selon la pente du terrain.

Le rocher apparaît très fracturé selon des plans essentiellement verticaux. Des zones pratiquement "broyées" apparaissent localement, avec des remplissages peu épais d'argile.

• **Visite du 05/11/2002**

Lors de notre visite du 05/11/2002, les travaux suivants sont visibles :

- La fouille en rigole côté amont est en cours d'exécution entre 0,1 et 0,3 m de profondeur maximum, en dégagant le toit du rocher qui a été terrassé en déblai,
- La fouille du puits à l'angle Nord-Est du projet est réalisée à 1,5 m de profondeur, arrêtée sur un niveau très résistant de rocher (refus au tracto-pelle d'après l'Entreprise de Maçonnerie). Il s'agit du substratum en place, dont le pendage est proche de celui observé sur le talus en déblai.

Un sondage a été réalisé entre les deux puits prévus côté Sud-Est du projet. A cet endroit le rocher plonge rapidement de l'amont vers l'aval. il a été reconnu à partir de 2,3 m/plate-forme côté amont du sondage et 3,3 m/plate-forme côté aval. Il se débite en blocs parallélépipédiques, de dimension décimétrique à pluridécimétriques. L'organisation de ces blocs présente une stratification sub-horizontale recoupée par des plans de fractures sub-verticales, indiquant qu'il s'agit du rocher en place, relativement altéré.

Applications pratiques : Hypothèses confirmées Oui ☒ Non ☐

Accord pour le coulage de la fondation : Oui ☒ Non ☐

Commentaires :

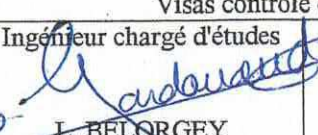
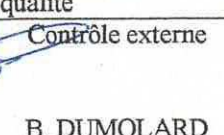
• **Tenue des talus en déblai**

- Dans l'état actuel, les talus en déblai sont stables,
- Purger les éléments rocheux instables de petite dimension visibles sur les parois.

• **Fondation du bâtiment**

- Nous donnons notre accord pour couler les fondations ancrées dans le rocher retrouvé dans les fouilles réalisées,
- En ce qui concerne les trois puits de fondation côté aval qui n'ont pas été visualisés, nos recommandations sont les suivantes :
 - Descendre dans le rocher jusqu'au refus de l'engin,
 - Vérifier que le rocher est bien visible sur les quatre parois de la fouille de chaque fondation, au minimum sur 0,5 m de hauteur,
 - Sur les puits côté Sud-Est, ce rocher peut se déliter en parallélépipèdes comme au droit du sondage réalisé avec l'Entreprise,
 - En cas de doute, nous sommes à la disposition de l'Entreprise et du Maître d'ouvrage, pour effectuer un nouveau contrôle avant coulage des puits restants (les trois puits situés plus au Sud).
- L'entreprise se propose de réaliser un ancrage au moyen de barres scellées dans un forage préalable dans les fouilles côté amont où le rocher est peu fracturé. Cette disposition nous apparaît bien adaptée.

Diffusion	Nom
Maître d'ouvrage	Monsieur PIERSON
Entreprise ROSSET-BOULON	Monsieur ROSSET-BOULON
Groupe DELTA	Monsieur KLEBER

Visas contrôle qualité	
Ingénieur chargé d'études	Contrôle externe
	
L. BELORGEY	B. DUMOLARD

Seyssinet, le 22 décembre 2000

N/Réf : BDU/kf/16231/G 03478 GR
Villa lieu-dit « Le Gorget »
LA TRONCHE (38)
Mission de type G_0 et G_{12}

Monsieur PIERSON
7 avenue Félix Viallet
38000 GRENOBLE

Reçu le 23 DEC. 2000

Monsieur l'Architecte,

En réponse à votre demande, nous avons effectué le 20 décembre 2000 trois sondages au pénétromètre sur le terrain cité en objet.

Il s'agissait, selon une mission de type G_0 et G_{12} , de préciser le toit du sol très compact autour du piquet implanté par le géomètre, afin de confirmer les données de l'étude réalisée en mission G_0 à G_{11} .

En effet, notre étude G03281GR du 10.10.00 a montré que le sol très compact (rocher d'après enquête) était présent à très faible profondeur sous la route, et plonge brutalement, approximativement en-dessous de la cote 100 sur le terrain actuel.

Le piquet mis en place correspond à la cote 98,5 environ, et représente l'emplacement d'un poteau supportant un balcon périphérique.

Les trois sondages ont confirmé le passage brutal entre les deux zones amont et aval :

- en D101, à 1,2 m au-dessus du piquet (+0,2 m/piquet en altimétrie), le toit du sol très compact est atteint vers 2 m/TN, et la compacité de plus en plus élevée provoque le refus à 3 m/TN,
- en D102, à 1 m en-dessous du piquet (-0,3 m/piquet en altimétrie) et en D103, à 1 m à droite du piquet en montant (altimétrie $\pm 0,0$). Le sol très compact est atteint vers 6 m/TN, et le refus a été respectivement obtenu à 7 et 7,4 m/TN.

En conclusion, il apparaît que le toit du sol très compact pourra être recherché en réalisant un rattrapage côté aval de la construction, jusqu'au droit du sondage D101. En-dessous, le rattrapage apparaît à la limite de la faisabilité avec des engins de type tracto-pelle à bras télescopique. Nous recommandons de solidariser la fondation de la construction avec celle du poteau d'une part, et la fondation et le rocher, au droit de chaque redan horizontal, par le scellement d'aciers verticaux.

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Architecte, l'expression de nos salutations distinguées.

Contrôle externe


Benjamin GARDAVAUD

L'Ingénieur chargé de mission

Bertrand DUMOLARD

P.J. : diagramme des sondages D101 à D103

G03281GR

CHANTIER: LA TRONCHE(38)

Rp - - - - -

DATE: 20/12/2000

Essais D101 - D102 - D103 -

Rd - - - - -

